



LA FILIERE AVICOLE

ACTE 18

DOSSIER

**RÉGÉNÉRATION DU VERGER
CACAO ET LUTTE CONTRE LA
MALADIE DU SWOLLEN SHOOT**



SOMMAIRE



À LA UNE

04-13

- Présentation de la Filière Avicole ivoirienne
- Le FIRCA et la Filière Avicole
- Interview du Président de l'IPRAVI : « que la Filière Avicole ivoirienne devienne une mamelle supplémentaire pour l'économie ivoirienne. »
- Interview du Président du comité d'organisation des JNA 2016 : « il faudrait que les consommateurs sachent ce qu'ils ont dans leurs assiettes, ce qu'ils mangent et la sécurité sanitaire est un élément très important. »
- Interview du Président de l'UACI : « pour nous la promotion des jeunes et des femmes est une priorité »

DOSSIER

16-20

- Filière Cacao : régénération du verger cacaoyer et lutte contre la maladie du swollen shoot

PPAAO/WAAPP

21-26

- Le CORAF/WECARD renforce les capacités du WAAPP-Côte d'Ivoire en communication pour l'adoption des technologies agricoles à grande échelle
- Le PPAAO/WAAPP transforme le secteur vivrier en Côte d'Ivoire avec plus de 40 technologies agricoles

ACTUALITÉ

31-47

- Filière Porcine : la viande de porc allie la qualité gustative à la rentabilité économique
- Filière Karité : le FIRCA équipe des groupements de productrices de beurre de karité du Gontougo et du Bounkani
- Filière Avicole : le FIRCA met l'accent sur la qualité sanitaire des aliments à la 6^e édition des journées ivoiriennes de l'aviculture
- 5^{ème} édition des JAAD les actions du FIRCA portent leurs fruits
- Filière Anacarde : le Bénin à l'école du FIRCA lors de la deuxième édition du SIETTA
- Filière Café-cacao les acteurs du secteur mondial du cacao se rencontrent en côte d'ivoire

SUCCESS STORY

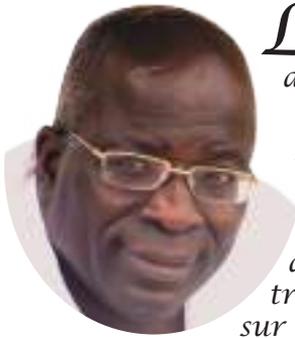
48-49

- La nouvelle technologie de l'étuvage de riz redonne le sourire aux femmes de la localité d'Abongoua

TIC

50

- Que faire si vous avez un compte sur un site victime de piratage ?



La libre circulation des produits agricoles en Afrique de l'Ouest est le principal défi pour une contribution efficace à la sécurité alimentaire. Cependant, cette démarche peut causer des dommages, voire être source de diffusion de maladies d'origine alimentaire si des mesures d'accompagnement ne sont pas prises pour assurer la sécurité sanitaire des aliments mis sur le marché.

Dans le domaine alimentaire, la qualité est une préoccupation ancienne et récurrente qui demeure au cœur des inquiétudes des consommateurs. Le terme qualité pour les produits alimentaires regroupe différentes composantes : nutritionnelle, sanitaire et organoleptique (goût). Le secteur alimentaire agit donc sur ces trois dimensions essentielles de la qualité.

Les maladies d'origine alimentaire sont dues pour la plupart à de mauvaises pratiques le long de la chaîne de production des denrées, une des causes importantes du taux élevé de morbidité dans le monde, particulièrement dans les pays en développement. Selon la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), 60% des pathogènes humains sont d'origine animale. Les toxi-infections d'origine alimentaire peuvent avoir des conséquences alarmantes sur la santé des populations et sur l'économie nationale d'un pays, surtout en l'absence de plan de réponse aux urgences de sécurité sanitaire des aliments. Elles constituent une menace pour les moyens de subsistance et de sécurité alimentaire des populations.

Pour illustration, à la fin des années 90, une succession de crises sanitaires a remis en cause la confiance des consommateurs européens dans la sécurité des denrées alimentaires et, pour rétablir cette confiance, la Commission Européenne a dû procéder à une importante refonte de la législation communautaire dans ce domaine.

Pour l'Afrique, de multiples défis demeurent dans les domaines de la surveillance, de l'alerte, de la prévention et de la célérité de réponse aux urgences liées à la sécurité sanitaire des aliments notamment, dans l'UEMOA. Il est devenu alors crucial d'aider les pays de cette zone à renforcer leur capacité à fournir une réponse rapide et adéquate dans la gestion des urgences, afin de réduire les risques et crises sanitaires. C'est dans ce contexte que la Côte d'Ivoire a signé une convention avec l'AFD dans le cadre de la mise en œuvre du FADCI.

En effet, la sécurité sanitaire des denrées alimentaires et celles d'origine végétale en particulier, constitue un problème majeur de santé publique qui nécessite beaucoup d'efforts, afin de préserver la santé des consommateurs et d'augmenter les chances de conquête d'autres marchés, en l'occurrence les marchés occidentaux, pour les produits d'origine africaine en général et ivoirienne en particulier.

Dr. Pierre Ackah Angniman

Directeur de publication : Dr Pierre Ackah ANGNIMAN

Redacteur en chef : ATSIN YAO Léon

Secrétaires de rédaction : ZORO-BI Michaël | GAGNIE épse TRA BI Isabelle

Comité de lecture : Dr OSSENI Bouraïma | N'DIAYE oumar | LORNG Jean Paul | KOUAME Joseph
TRAORE Assita | AYEMOU Edmond | Dr TACLE Traoré Mamadou | TOGUILA Brice
NONKPIN Eman

Collaborateurs : NANDO Florence | KOUASSI N'DA Kouamé | TIMI K. Serge | COULIBALY Fongnonga
CAMARA Sadia | KRA G. Emma | KOBON A. François.

Contacts : Tél. : (225) 22 52 81 81 | Fax : (225) 22 52 81 87 | Email : firca@firca.ci
Web : www.firca.ci | 01 BP 3726 Abidjan 01 | Cocody, 2 Plateaux, 7^{ème} tranche

Dépot légal : N° 8270 du 1^{er} Août 2007

Tirage : 2 000 exemplaires

PRÉSENTATION DE LA FILIÈRE AVICOLE IVOIRIENNE

L'histoire de l'aviculture moderne en Côte d'Ivoire remonte aux années 1960 avec la création de centres d'élevage avicole dans certaines villes du pays (Bingerville, Bouaké, Daloa...). L'objectif de ces centres était d'assurer l'encadrement technique des opérateurs et leur approvisionnement en intrants.

En 1972, la Société de Développement des Productions Animales (SODEPRA) a pris la relève en mettant à la disposition des opérateurs, les intrants et l'appui-conseil nécessaires au développement de l'aviculture moderne.

A partir de 1976, des structures privées ou d'économie mixte s'installent pour accompagner l'Etat dans l'encadrement et la distribution des intrants.

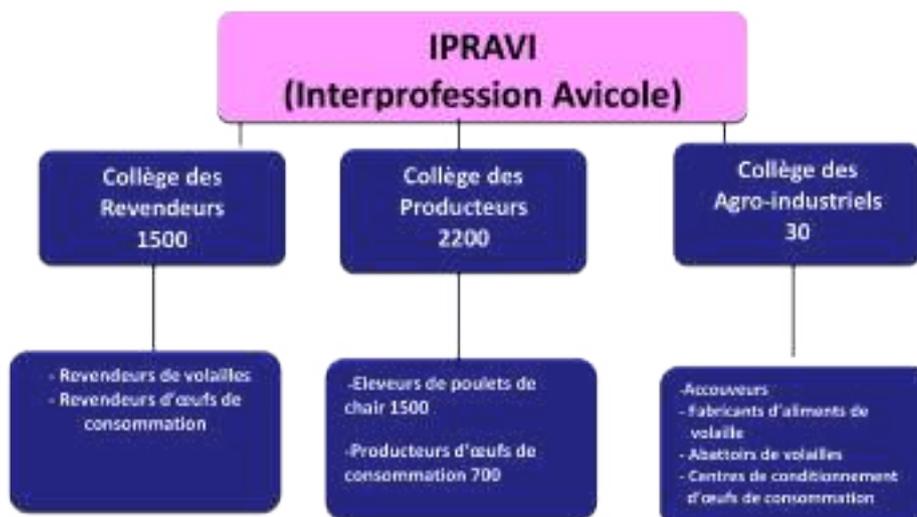
Par la suite, la disparition de la SODEPRA, en 1992, a favorisé l'émergence d'Organisations Professionnelles Agricoles (OPA). L'Interprofession Avicole Ivoirienne (IPRAVI) a été ainsi créée en 1995. Elle compte à ce jour, trois collèges d'activités, qui sont :

- Le Collège des producteurs. Il regroupe les éleveurs de volailles modernes, principalement les éleveurs de poulets de chair et les producteurs d'œufs de consommation. Les membres du collège des producteurs sont actuellement issus de deux associations de base, à savoir l'ANAVICI (Association des Aviculteurs de Côte d'Ivoire) et l'UACI (Union des Aviculteurs de Côte d'Ivoire). Au plan national, ce sont au moins

2 200 opérateurs qui exercent au sein du collège des producteurs, avec environ 1 500 éleveurs de poulets de chair et 700 producteurs d'œufs de consommation.

- Le Collège des agro-industriels de la Filière Avicole. Il comprend les accoueurs, les importateurs de poussins d'un jour, les fabricants d'aliments de volaille, les abattoirs, les centres de conditionnement d'œufs et les charcuteries. Les membres du collège des agro-industriels sont actuellement issus d'une seule association de base appelée INTERAVI (Association des Industriels de la Filière Avicole Ivoirienne). Au plan national, une trentaine d'opérateurs exercent au sein de ce collège d'activité.

- Le Collège des revendeurs de produits avicoles. Il comprend les revendeurs de volailles modernes et d'œufs de consommation. Les membres du collège des revendeurs de produits avicoles sont actuellement issus d'une seule association de base appelée ANAREV CI (Association Nationale des Revendeurs des Produits Avicole de Côte d'Ivoire). Au plan national, il y a environ 1 500 revendeurs de produits avicoles.



L'organe suprême de l'IPRAVI est son Assemblée Générale qui compte 24 membres. Quant au Conseil d'Administration, il compte 15 membres. Un bureau exécutif de 6 membres suit la conduite des activités de l'interprofession au quotidien. L'exécution des activités ou du programme d'activités de l'interprofession est assurée par un Secrétariat Permanent qui est animé par des agents salariés. Les ressources de l'IPRAVI sont issues, à titre principal, des cotisations professionnelles.

En 2015, la Filière Avicole ivoirienne conduit un cheptel reproducteur de 690 mille têtes. Une production de 40,305 millions de poussins d'un jour dont 33,89 millions de poussins chair et 6,41 millions de poussins ponte. Ces poussins ont été produits par une trentaine de couvoirs ayant une capacité de production annuelle allant jusqu'à 70 millions de poussins d'un jour.

La Filière Avicole a réalisé en 2015, un chiffre d'affaires de près de 240 milliards de francs CFA, en générant 170 mille emplois, dont 50 mille directs et 120 mille indirects. Elle constitue le principal débouché pour les produits agricoles et les sous-produits agro-industriels, notamment le maïs, le tourteau de coton et de soja, etc.

Pour mieux coordonner les actions de développement de l'aviculture moderne en Côte d'Ivoire, l'Etat et les opérateurs privés de la Filière Avicole ont élaboré un Plan Stratégique de Relance de l'Aviculture moderne ivoirienne (PSRA), sur la période 2012-2021, soit sur dix (10) ans.

Le PSRA qui a été adopté par le gouvernement ivoirien en Conseil de Ministres en juin 2012 s'aligne parfaitement sur les objectifs du Plan Stratégique de Développement de

l'élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (PSDEPA 2014-2020), du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH). Le PSRA est un plan ambitieux dont la mise en œuvre nécessite 45 milliards de Francs CFA, soit 68,70 millions d'euros.

Cette mise en œuvre doit nécessairement s'accompagner de la réalisation d'investissements privés dont le montant global a été évalué à 150 milliards de Francs CFA, soit 229 millions d'euros, au cours des dix années. Rappelons qu'en fin 2015, au moins 85 milliards, soit 129,77 millions d'euros d'investissements privés avaient été déjà réalisés dans le secteur avicole.

Le PSRA vise notamment à accroître la consommation de viande de volaille et celle des œufs de consommation dans les proportions suivantes :

- Faire passer la consommation de viande de volaille de 0,84 kg/hab/an en 2008 à 2 kg/hab/an en 2021 ;
- Faire passer la consommation des œufs de 33 œufs/hab/an en 2008 à 56 œufs/hab/an en 2021 ; ce qui représente une production d'environ 60 milles tonnes de viande de volaille et 1,6 milliards d'œufs de consommation en 2021.

Avec des niveaux de consommation moyenne de viande de volaille de 1,96 Kg/Hab et d'œufs de consommation moyenne de 64 œufs/Hab enregistrés en 2015, l'on peut se réjouir d'avoir déjà atteint les objectifs de production du PSRA. Cependant, il faut travailler davantage pour améliorer notre compétitivité; toute chose qui passe nécessairement par :

- la poursuite des investissements nouveaux nécessaires pour la modernisation des équipements de production
- un accès des différents collèges d'activités au financement
- la promotion de la Filière Avicole et de ses produits.



PRODUCTION, IMPORTATION ET COMMERCIALISATION DE PRODUITS AVICOLES DE 2001 A 2015

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Aliments complets volailles (*)															
Effectifs nus en place	124 300	133 950	116 300	100 500	115 400	87 000	124 000	194 500	396 200	491 100	203 351	242 044	268 700	316 256	340 653
Produits de chair	6 215	5 855	5 607	4 750	5 998	5 870	8 200	12 400	13 200	17 312	16 877	25 290	28 604	35 861	33 893
Produits de ponte	2 330	2 124	2 193	1 900	2 148	1 535	2 200	3 500	3 200	3 433	3 182	3 703	4 234	4 465	6 412
Total gains/mis d'un jour	8 545	7 979	7 800	6 650	8 146	7 405	10 400	15 900	16 400	20 745	20 059	28 993	32 838	40 326	40 305
Élevage															
Production d'œufs	518	473	488	423	435	311	445	708	648	695	644	749	980	1 033	1 484
Production de viande	6 778	6 385	6 115	5 100	6 541	6 402	8 945	13 523	14 396	18 800	18 406	27 583	31 196	39 110	36 964
Taxe ² de poule de réforme	2 891	2 635	2 721	2 357	2 665	1 904	2 729	4 342	3 979	4 259	3 948	4 594	4 944	5 214	7 487
Taxe total V. modernes	9 669	9 021	8 836	7 538	9 206	8 306	11 672	17 866	18 366	23 140	22 584	32 175	36 139	44 324	44 451
Importation															
Viande de volailles modernes	2 212	5 625	15 392	13 134	5 353	591	556	421	536	262	233	960	1 143	991	593
Total viande de volailles importées	2 212	5 625	15 392	13 134	5 353	591	556	421	536	262	233	960	1 143	991	593
Prix d'importation	436	508	481	468	450	644	927	1 031	1 063	1 000	1 103	1 063	1 327	1 054	1 502
Prix d'achat au producteur															
Poulet de chair	1 090	876	774	807	842	850	950	1 223	1 309	1 347	1 337	1 360	1 356	1 353	1 361
Poulet de réforme	1 102	1 058	1 058	1 089	1 130	1 147	1 325	1 327	1 477	1 541	1 676	1 690	1 688	1 681	1 685
Plateau d'œufs	1 200	1 200	1 200	1 205	1 240	1 200	1 250	1 393	1 477	1 566	1 800	1 811	1 808	1 791	1 833
Prix de vente au consommateur															
Poulet de chair	1 225	1 310	1 186	1 108	1 281	1 280	1 300	1 519	1 618	1 698	1 759	1 872	1 852	1 848	1 856
Poulet de réforme	1 312	1 571	1 559	1 512	1 553	1 500	1 588	1 681	1 644	1 633	1 737	1 839	1 829	1 831	1 830
Plateau d'œufs	1 360	1 385	1 490	1 420	1 446	1 470	1 596	1 667	1 722	1 856	2 068	2 163	2 158	2 146	2 149
Concentration habitant :															
Viande de volailles modernes locales	0,56	0,50	0,48	0,39	0,46	0,40	0,55	0,84	0,89	1,10	1,04	1,47	1,61	1,96	1,96
Viande de volailles modernes importées	0,13	0,31	0,83	0,68	0,27	0,03	0,05	0,02	0,03	0,01	0,01	0,04	0,05	0,04	0,03
Œufs de consommation	30	26	26	22	22	15	21	35	31	33	30	34	44	46	64

source : IPRAVI

LE FIRCA ET LA FILIÈRE AVICOLE

La première action du FIRCA en faveur de la Filière Avicole a été l'organisation, du 03 au 05 août 2004, d'un atelier de planification des activités de la filière. Au cours de cet atelier, les projets qui avaient été identifiés ont été redimensionnés, suite à la concertation avec la filière et aux états généraux de l'aviculture ivoirienne.



Projets réalisés

■ Appuis à la lutte contre la grippe aviaire.

Deux (2) appuis financiers d'un montant de 21 800 000 FCFA ont été apportés au Comité National de Lutte contre la Grippe Aviaire (CNLGA) et à l'IPRAVI en 2006 et en 2015, dans le cadre de la lutte contre la grippe aviaire.

Ces appuis ont contribué :

- à la sensibilisation et la formation des aviculteurs
- à la communication de crise grand public
- à la mise en place de la biosécurité
- aux frais de déplacement des équipes de détection de la maladie.

■ Etude de faisabilité pour la redynamisation du centre de gestion de l'UACI

Cette étude, qui a été réalisée en 2007, avait pour objectifs (i) d'améliorer la gestion administrative, technique et financière du centre de gestion, (ii) à étudier les possibilités d'extension de ce centre à d'autres pôles de production et (iii) de proposer

un système de financement pérenne et autonome.

L'étude a permis de :

- Réaliser un état des lieux (état général de l'aviculture)
- Réaliser le bilan diagnostic du centre de gestion (expérience passée ou présente en matière de centre de gestion)
- Définir les différents types de prestations du centre
- Etablir la liste des différentes filières de production animale susceptibles de solliciter les services du centre de gestion
- Elaborer le plan détaillé de redynamisation avec un chronogramme et un coût indicatif
- Faire des propositions pour l'ouverture d'autres antennes et l'estimation des coûts induits
- Proposer un mode de financement pérenne et autonome du centre.

■ Formation en gestion technico - économique des aviculteurs

Cette formation qui a duré cinq (5) jours s'est déroulée du 31 janvier au 04 février 2011, au Centre de Formation ANADER de Bingerville.

A LA UNE

L'objectif de ce projet était de former 40 aviculteurs en gestion technique et économique, pour leur permettre de disposer des rudiments et outils nécessaires à la bonne gestion de leurs exploitations.

Les aviculteurs présents à cette formation ont pu se familiariser aux outils conçus pour bien gérer leurs exploitations. Par ailleurs, les participants ont pu faire une analyse des opérations importantes des itinéraires techniques de production lors des travaux en atelier.

Cet atelier a ainsi permis de relever pour chacune des interventions majeures de ces itinéraires techniques, les contraintes liées à l'application, les insuffisances de résultats et les propositions éventuelles de solutions.

■ Formation des aviculteurs en biosécurité

Deux (2) sessions de formation sur la biosécurité ont été organisées au profit des aviculteurs (40 la 1^{ère} et 41 la 2^{nde}).

La première s'est déroulée du 17 au 21 octobre 2011 au Centre de Formation ANADER de Bingerville et la seconde du 14 au 18 septembre 2015 à Man pour l'Ouest du pays.

Ces sessions de formation qui ont duré cinq (5) jours chacune avaient pour objectif de renforcer les capacités des aviculteurs en matière de bonnes pratiques de biosécurité.

Il s'est agi de renforcer les capacités techniques des aviculteurs d'une part, sur les connaissances relatives aux pratiques et mesures conçues pour prévenir l'introduction, le maintien, la diffusion d'agents pathogènes et, d'autre part, sur l'utilisation de médicaments et substances chimiques.

Cette formation a également proposé aux aviculteurs des options concrètes de gestion pour assurer le bien-être animal et pour maintenir un bon niveau sanitaire dans le processus de production des produits de la ferme avicole.

■ Formation des gestionnaires de couvoirs à l'hygiène et la gestion sanitaire du couvoir

Cette formation de cinq (5) jours s'est déroulée du 31 octobre au 04 novembre 2011 au Centre de Formation ANADER de Bingerville.

L'objectif de ce projet était de former 20 gestionnaires de couvoirs à l'hygiène et la gestion sanitaire du couvoir.

La formation à l'hygiène et la gestion sanitaire des couvoirs dispensée au cours de ce séminaire de formation, a permis aux gestionnaires des couvoirs, de mieux comprendre l'importance des mesures de prévention qui empêchent

les germes pathogènes d'entrer et de se répandre dans le couvoir.

Il s'agit d'établir des barrières sanitaires adéquates afin de mener les activités de production de poussins dans des conditions qui favorisent un bon développement du produit, une fois chez l'éleveur.

Au terme de cette formation, les gestionnaires des couvoirs sont désormais outillés sur la gestion de l'hygiène, la recherche et la maîtrise des problèmes sanitaires au sein des couvoirs. Ils se sont engagés à mettre en place progressivement les principes inhérents à ces notions qui devront intégrer les bonnes pratiques de productions de poussins d'un jour.

■ Formation technique des aviculteurs de l'Est à la conduite d'une bande

La formation a duré cinq (5) jours et s'est déroulée du 9 au 13 septembre 2013 à Agnibilékrou.

L'objectif de ce projet était de renforcer les capacités de 40 aviculteurs de la zone Est à la bonne conduite d'une bande de poulets de chair ou de ponte.

Cette formation a permis de renforcer les capacités techniques des aviculteurs de cette zone en matière de zootechnie, santé animale et alimentation.

■ Elaboration d'un guide sur les normes dans la fabrication de l'aliment de volailles

L'objectif de ce projet était d'élaborer un guide sur les normes dans la fabrication de l'aliment de volailles, afin de contribuer à la production d'aliments de bonne qualité, en rapport avec les normes requises pour l'ensemble des opérateurs de ce secteur.

Ce guide porte diverses généralités sur l'alimentation des volailles, les matières premières utilisables dans l'aliment des volailles, les principes normatifs sur la fabrication des aliments de volailles, la pratique de la fabrication des aliments de volailles, et les possibilités de substitution de certaines matières premières en cas de pénurie.

■ Formation des responsables des organisations de producteurs de la Filière Avicole à la gestion coopérative et à l'esprit associatif

La formation a duré cinq (5) jours et s'est déroulée du 16 au 20 août 2016 à Bingerville.

L'objectif de ce projet était de renforcer les capacités des dirigeants des organisations de producteurs (coopératives/associations) de la Filière Avicole, en vue de leur consolidation structurelle, leur professionnalisation et la pérennisation des activités desdites organisations.

Cette formation a permis aux 40 responsables d'organisations de producteurs présents de se familiariser avec les textes conçus pour la gestion des coopératives et de renforcer leurs capacités en matière de bonne gouvernance.

■ **Elaboration de normes sur les bonnes pratiques de production et de transformation dans le secteur avicole ivoirien**

L'objectif de ce projet était d'élaborer des normes dans le secteur avicole ivoirien en vue de contribuer au développement harmonieux et durable de l'aviculture moderne.

Le rapport final comprend 2 grandes parties portant sur la cartographie de l'aviculture ivoirienne et le guide normatif du secteur avicole ivoirien.

La partie relative à la cartographie aborde (i) les généralités sur l'aviculture ivoirienne, (ii) l'analyse de la Filière Avicole ivoirienne et (iii) le cadre juridique actuel du secteur avicole ivoirien.

Quant à la partie sur le guide normatif du secteur avicole ivoirien, il traite, à la demande de l'IPRAVI, des propositions (i) pour l'amélioration de la législation applicable au secteur

avicole ivoirien, (ii) sur les normes techniques relatives aux infrastructures d'élevage, la production et la commercialisation des poussins, la fabrication des aliments de volailles, l'abattage et la commercialisation des volailles, et (iii) pour une analyse perspective de la professionnalisation du secteur avicole ivoirien.

Perspectives envisagées par le FIRCA

Le financement des programmes de la Filière Avicole reste un objectif majeur pour le FIRCA dans le cadre de la réalisation de ses activités. Il s'avère que les ressources mobilisées par le FIRCA ne sont pas suffisantes pour atteindre les objectifs fixés. Et compte tenu des potentialités existantes au sein de la filière, il conviendrait d'encourager ses acteurs à contribuer, de manière significative, au financement de leurs propres programmes.

Pour cela, un accent particulier sera mis sur les concertations avec la Filière Avicole pour la détection et l'élargissement de l'assiette des cotisations à l'ensemble des couvoirs existants sur le territoire national, et l'analyse du dossier du reversement d'une partie du fonds de développement avicole au FIRCA, en vue du financement des programmes de formation professionnelle et de renforcement des capacités des organisations professionnelles de la Filière Avicole.

Le FIRCA, malgré la difficulté de mobilisation des ressources pour le financement des projets d'élevage, continuera son engagement auprès de la Filière Avicole afin de contribuer à son développement.



Interview du Président de l'IPRAVI

« QUE LA FILIÈRE AVICOLE IVOIRIENNE DEVIENNE UNE MAMELLE SUPPLÉMENTAIRE POUR L'ÉCONOMIE IVOIRIENNE. »

Lors de la 6^{ème} édition des Journées Ivoiriennes de l'Aviculture (JNA), l'équipe de rédaction de « La Filière du Progrès » s'est entretenue avec Monsieur Jean-Marie ACKAH, alors Président de l'Interprofession Avicole Ivoirienne (IPRAVI). Dans cet entretien, il dresse le bilan de l'édition 2016 des JNA, revient sur les axes d'intervention du FIRCA dans la filière et présente les perspectives de cette filière en pleine mutation.



- A quoi répond l'organisation des Journées Ivoiriennes de l'Aviculture (JNA) ?

Ces journées sont une occasion de faire tous les deux (2) ans le point de l'évolution de la Filière Avicole Ivoirienne.

Cela nous permet d'adresser les points faibles qui peuvent être des entraves au développement de la filière. Au-delà, nous abordons à travers des conférences techniques, les problématiques spécifiques à la filière, les différents aspects qui participent donc au renforcement des capacités des éleveurs.

La première journée nous a permis d'avoir une vue de la situation de l'Aviculture mondiale et ses perspectives. La deuxième journée a permis d'identifier et analyser les freins à un développement plus important de la Filière Avicole. La troisième journée a permis d'appréhender l'impact de la grippe aviaire sur l'Aviculture et comment les autres pays y font face?

Notons que l'aviculture est en croissance partout dans le monde et elle a un potentiel de développement très significatif en Afrique. En Côte d'Ivoire, son évolution est très importante, au point que l'aviculture est en avance sur les objectifs fixés dans le cadre du plan stratégique. La production de viande de volaille qui était de 20 000 T en 2011 s'élève à plus de 40 000 T aujourd'hui, elle a donc doublé en l'espace de 4 ans.

Cette évolution a permis d'augmenter la consommation de viande de volaille/tête/habitant en Côte d'Ivoire. Cette consommation était de 1kg en 2011 aujourd'hui, est passée à 1kg 900 par habitant. Pourtant, le plan prévoyait 1kg 600 par habitant ; un chiffre qui nous démontre les avancées que connaît la filière.

- Quelle place occupe ce secteur d'activité dans l'économie ivoirienne ?

L'Aviculture a une place importante dans l'économie ivoirienne. En effet, la volaille est un produit stratégique pour assurer la couverture des besoins nationaux en protéines animales.

De 2014 à 2015, c'est environ 240 milliards de chiffres d'affaires générés et plus de 2 000 exploitants éleveurs qui opèrent dans cette filière, ce qui représente 50 milles emplois directs et 170 milles emplois indirects. Cette filière a encore une incidence forte sur d'autres produits de l'Agriculture ou de l'agro-industrie. Pour une spéculation comme le maïs, c'est plus de 150 000 T que la filière absorbe chaque année.

L'Aviculture est aussi le principal débouché de plusieurs produits agro-industriels comme le tourteau de palmiste, le tourteau de coton, les sons de blé. Cette filière est donc un maillon important de l'économie ivoirienne.

Nous comptons en faire, une filière d'exportation et permettre à notre pays d'exporter des produits avicoles dans la sous-région dans un premier temps. Puis, voir plus loin dans le monde comme la Thaïlande et le Vietnam qui sont arrivés au stade où ils exportent leurs produits avicoles sur des marchés Européens.

En Côte d'Ivoire, depuis 5 ans, le prix du poulet et de l'œuf n'ont pratiquement pas bougé, cela induit qu'en réalité il diminue parce qu'il arrive à absorber l'inflation. Aujourd'hui dans notre pays, la viande de volaille est devenue la moins chère sur le marché. Voilà le processus dans lequel nous sommes engagés. D'autres pays tels que le Maroc et la Tunisie ont atteint des niveaux de compétitivité qui leur permettent de résister à toutes sortes de concurrence. C'est ce chemin que nous voulons suivre. Notre souhait est que la Filière Avicole devienne une mamelle supplémentaire pour l'économie ivoirienne.

- Quelle place occupe la jeunesse dans la Filière Avicole ?

La jeunesse ivoirienne aujourd'hui aspire à entreprendre, créer ses propres emplois en montant ses propres élevages et être un employeur pour d'autres. Les jeunes sont en face d'un marché porteur qui recèle de grands potentiels. C'est un secteur d'activité qui demande un niveau de technicité et de compétence. Les JNA ont donné l'occasion aux jeunes de recevoir des réponses aux questions qu'ils se posent sur le secteur avicole.

- Quelle est la stratégie de développement de la filière ?

Le développement de la Filière Avicole s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique qui a été élaboré conjointement par l'ensemble de ses acteurs, à savoir, le Ministère de tutelle (MIRAH), les services d'encadrement, les professionnels, les organisations interprofessionnelles, les industriels... Nous avons été amenés à parcourir tous les aspects et il est inscrit dans le plan que nous devons procéder à la mise à niveau du cadre réglementaire de la filière, fixant les normes de productions et sanitaires en vigueur.

Il y a des textes qui existent mais les travaux préparatoires à l'élaboration du plan nous ont révélé que ces textes, pour la plupart inspirés des pays développés, n'étaient pas vraiment adaptés à notre situation de production.

Nous avons donc retenu, au titre des actions spécifiques à mener, la mise à niveau du cadre réglementaire, de l'ensemble des textes et des normes qui devront organiser toute la profession avicole. Comment devenir éleveur ? Quelles sont les règles à observer pour l'installation d'une ferme ? Où l'installer ? Quels types d'aliments utiliser ? Quels contrôles qualitatifs doivent être opérés ? Quelles normes respecter pour la production de poussin ? Etc. Tout ceci doit être remis à jour jusqu'à l'abattoir et même au marché de volaille.

Depuis trois mois, avec le ministère, nous avons ouvert ce chantier qui fait partie du plan stratégique de la relance de l'Aviculture (2012-2021). Et donc d'ici peu de temps nous aurons des textes parfaitement adaptés, qui nous permettront d'évoluer en termes de normes sanitaires et vétérinaires au sein de la Filière Avicole Ivoirienne.

- Qu'en est-il de l'importation de la volaille ?

Aujourd'hui, ce plan a permis d'analyser de manière sereine la situation sur l'ensemble de l'Afrique. Est-ce que la Côte d'Ivoire a l'opportunité et les atouts pour développer une production de volaille ?

Nous répondons par l'affirmative. Parce que la Côte d'Ivoire est largement déficitaire en terme de couverture des besoins en protéines animales. Et l'aviculture qui a l'avantage d'être un élevage à cycle court est la mieux adaptée pour

résorber le plus rapidement possible une partie de ce déficit.

En répondant par l'affirmative, nous avons regardé également la situation mondiale. Il y a des pays qui sont avancés comme les Etats Unis, le Brésil, etc. Est-ce que la Filière Avicole ivoirienne est actuellement en mesure de concurrencer avec ses grands pays sus-cités, la réponse est non. Pourquoi ? Ces pays ont une échelle de production telle qu'il y a un écrasement de coût auquel nous ne pouvons pas résister. Il y a des pays où la production se chiffre en milliards de poulets par an. Aussi notre filière ne peut pas, en l'état actuel, concurrencer avec ces grands pays producteurs au plan purement économique, parce qu'ils ont des mécanismes de subventions directs ou indirects qui leurs permettent d'exporter sur nos marchés.

Une fois ce constat fait, le plan stratégique qui se veut cohérent a recherché quel mécanisme pouvait nous permettre de promouvoir notre production pour atteindre à terme un niveau de compétitivité satisfaisant. Cette réflexion a conduit au prélèvement compensatoire, qui est une surtaxe sur les poulets importés d'origine extra africaine.

Il ne s'agit pas de protéger la Filière Avicole ivoirienne contre ceux qui sont au même niveau que nous, c'est-à-dire les pays africains. Si ces pays produisent mieux que nous au point d'exporter sur nos marchés, c'est que nous avons un problème. Mais il ne s'agit pas non plus pour nous de protéger la filière contre ces produits pour qu'elle dorme sur ses lauriers ! C'est en ce sens que le plan stratégique a fixé des niveaux de productions qui devraient être atteints d'ici à 2020.

- Qu'en est-il de votre collaboration avec le FIRCA ?

Le FIRCA qui est le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles est un partenaire privilégié de l'IPRAVI, extrêmement important.

C'est vrai que le FIRCA nous oblige à constituer des ressources financières, mais nous considérons que c'est en fait une épargne forcée.

Et nous pensons qu'il est nécessaire pour nos productions agricoles, au sens large et au stade de notre développement actuel, d'avoir un tel mécanisme qui oblige les filières à constituer des épargnes, pour pouvoir prendre en compte les projets et/ou préoccupations d'intérêt commun.

C'est également une caisse de solidarité au profit du monde agricole, parce qu'effectivement le FIRCA a un guichet de solidarité permettant aux filières non cotisantes d'avoir un appui financier au-delà de son épargne constituée. Donc la Filière Avicole est très satisfaite de ce partenariat avec le FIRCA qui a toujours répondu présent à nos sollicitations. Le FIRCA a toujours su nous accompagner dans nos diverses activités. Nous appelons donc de tous nos vœux la poursuite de cette coopération et la pérennité de cet outil indispensable pour le développement du monde agricole en Côte d'Ivoire.

INTERVIEW DU PRESIDENT DU COMITE D'ORGANISATION DES JNA 2016

« IL FAUDRAIT QUE LES CONSOMMATEURS SACHENT CE QU'ILS ONT DANS LEURS ASSIETTES, CE QU'ILS MANGENT ET LA SÉCURITÉ SANITAIRE EST UN ÉLÉMENT TRÈS IMPORTANT. »

L'Association Nationale des Aviculteurs de Côte d'Ivoire (ANAVICI), qui compte 1 471 membres répartis dans 37 zones à travers toute la Côte d'Ivoire, est présidée, depuis 2005, par Monsieur Diaby KARAMOKO, éleveur de poulet et 1er Vice-Président de l'Interprofession Avicole Ivoirienne (IPRAVI) depuis 6 ans. Dans cet entretien, il présente l'association qu'il conduit, les actions menées par la filière pour le compte de la jeunesse et, en sa qualité de Président du Comité d'Organisation des (JNA), il indique l'importance de la sécurité sanitaire dans la conduite des exploitations avicoles.



- Qu'est ce qui a motivé votre choix à la tête du comité d'organisation des JNA ?

Ce qui a motivé mon choix à la tête de l'organisation de cette manifestation, c'est surtout ma disponibilité au sein de l'IPRAVI. J'ai conduit plusieurs actions d'envergure au sein de la filière et c'est, je pense, le sérieux avec lequel ces actions ont été menées qui a plaidé en faveur de mon choix.

A 68 ans, ma source de motivation est l'amour que j'ai pour la Filière Avicole. Cela fait 40 ans que j'y suis. J'ai pratiqué toute la chaîne de valeurs de la filière et je suis l'un des premiers à l'avoir fait de bout en bout. C'est une chance pour moi et j'aimerais partager mon expérience avec les plus jeunes.

- Quelle est la capacité de production de l'ANAVICI et la place de la femme au sein de cette association?

Aujourd'hui l'ANAVICI couvre 68% des éleveurs, toutes catégories confondues, avec 17 025 tonnes de viande de volailles et 484 726 œufs produits par an. L'ANAVICI compte en son sein 381 femmes qui interviennent dans plusieurs instances, nos bureaux, et nos actions de terrain.

Ces femmes sont d'abord des productrices et elles possèdent des abattoirs. Elles sont aussi membres de la Filière Avicole car c'est l'une des premières conditions pour être dans les instances de décision.

- Aujourd'hui, l'Etat met l'accent sur deux catégories de population, à savoir la jeunesse et la femme. Concernant la jeunesse qu'est ce qui est mis en place au niveau de l'ANAVICI pour qu'elle puisse s'approprier le secteur avicole ?

En ce qui concerne la jeunesse, la filière Avicole est née en 1995. Ceux qui l'ont commencé de manière générale ont vieilli et se sont leurs enfants, qui viennent nous voir pour reprendre les fermes ou les installations de leurs parents. Il y a donc un engouement au niveau de la jeunesse.

Au niveau du financement nous avons le Programme d'Appui à la Production Avicole Nationale (PAPAN) qui est un organe de financement des éleveurs, j'y suis administrateur et jusqu'à ce jour il y a eu des financements à l'endroit des jeunes. Ce sont environ 120 jeunes qui ont été installés pour pratiquer le métier d'éleveur de poulets.

- Lors des JNA, Docteur Coulibaly Hélène a animé un exposé sur la sécurité sanitaire dans les fermes. Quelle est la situation actuelle sur les fermes avicoles et comment la sécurité sanitaire y est conduite en Côte d'Ivoire ?

J'ai moi-même demandé cette conférence sur la sécurité sanitaire parce que c'est très important. Par le passé, nous produisons toutes volailles confondues, 40 millions de poulets. Il faudrait que les consommateurs sachent ce qu'ils ont dans leurs assiettes, ce qu'ils mangent et la sécurité sanitaire est un élément très important. Aujourd'hui, si nous voulons avoir une filière solide, il faudrait que ce pan de la filière soit vraiment conduit comme cela l'est pour les autres

secteurs. Du début jusqu'à la fin, il faudrait que chaque maillon respecte la sécurité alimentaire.

Vous savez, le recensement des acteurs de la filière a été fait par le biais du projet PAPAN sur toute l'étendue du territoire national. L'objectif visé était de répertorier les éleveurs, les revendeurs et donc chaque maillon de la filière est ainsi connu. Ce recensement vise notamment à aider à canaliser les épidémies. Et j'invite à ce sujet nos dirigeants à s'en inspirer. Cela éviterait de pénaliser les éleveurs lorsqu'une épidémie est déclarée.

- Quelle est le message que vous pouvez adresser à la jeunesse et aux femmes pour les inviter à pratiquer l'Aviculture ?

Ce que je peux dire à tous, c'est que l'Aviculture est rentable à condition de considérer cet atout comme une véritable activité. Aux femmes, avec leur douceur elles sont mieux outillées que les hommes pour élever les poulets. Donc, je dirai aux femmes de s'intéresser d'avantage à l'élevage. Concernant les jeunes, je les encourage à venir nous voir pour être formés, et les orienter vers les financements qui existent au sein du Ministère et au sein du secteur avicole.

BIOGRAPHIES

Monsieur KARAMOKO Diaby

Depuis décembre 2016, KARAMOKO Diaby, tient les rênes de l'Interprofession Avicole de Côte d'Ivoire.

Né en janvier 1948 à Daloa, Il a été de 2010 à 2013, le Président de la Caisse Mutuelle d'Épargne et de Crédit des Éleveurs (CMECEL). Il est depuis 2006, le Président de l'ANAVICI.

Membre des Conseils d'Administration du FIRCA et du PAPAN, également membre du Comité National de Veille pour la lutte contre la grippe aviaire, KARAMOKO Diaby a été désigné par les administrateurs de l'IPRAVI pour conduire la destinée de cette interprofession, suite à la démission de l'ancien Président Monsieur Jean Marie ACKAH, élu depuis octobre 2016, nouveau Président de la CEGCI.

De 1980 à 2000, il a été Responsable Technique (RT) des reproducteurs au couvoir de la Société Ivoirienne des Productions Animales (SIPRA) puis de l'intégration des éleveurs à COQIVOIRE.

Producteur de poules et de poulets de chair, M. KARAMOKO Diaby est détenteur d'un Brevet de Technicien Supérieur.

de 1982 à 1988, il a suivi plusieurs stages de qualification dans le domaine de l'élevage de la volaille, de reproducteur de chair à ISA (LYON), chez GUIYOMARE (vanne), LAPROVET, LOUDEAC et de l'abattage à QUESTEMBER (Bretagne).

Monsieur Jean-Marie ACKAH

Président de l'IPRAVI d'avril 2001 au 31 décembre 2016

M. Jean-Marie Ackah, est depuis le 25 novembre 2016, le nouveau commandant de bord de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI).

Elu à ce poste le 27 octobre 2016, il succède à Monsieur Jean Kacou Diagou, Président fondateur du Groupe NSIA, qui a porté sur les fonds baptismaux et tenu les rênes de cette confédération durant une décennie. Ayant fait des études d'économie et de gestion à la faculté des Sciences Economiques de l'Université Félix Houphouët BOIGNY de Côte d'Ivoire (Ex Université d'Abidjan), il est Diplômé de l'Institut Supérieur Commercial (IDRAC) de Paris et de l'Institut Français de Gestion (IFG 3ème Cycle).

De 1978 à 1980, il occupe un poste de Cadre de Direction à la Palmindustrie, puis est recruté par la SIPRA. Il va y occuper successivement, de 1980 à 1992, différents postes et est nommé Directeur Général Adjoint d'Ivovrain en 1992. Un an plus tard, il est promu Administrateur Directeur Général de cette structure.

Président de l'IPRAVI de 1995 à 1998 et du 21 avril 2001 à décembre 2016, il est à l'origine des Journées Ivoirienne de l'Aviculture.

Actuel Président Directeur Général de la Société ivoirienne de productions animales (Sipra) et des Moulins de Côte d'Ivoire (LMCI), Jean Marie ACKAH préside désormais, à 61 ans, aux destinées de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), depuis le 25 novembre 2016.

INTERVIEW DU PRESIDENT DE L'UNION DES AVICULTEURS DE COTE D'IVOIRE

« POUR NOUS, LA PROMOTION DES JEUNES ET DES FEMMES EST UNE PRIORITÉ »

Créée depuis 1989, l'Union des Aviculteurs de Côte d'Ivoire est l'une des plus anciennes associations de la Filière Avicole Ivoirienne. Monsieur Traoré DAOUDA, 5ème Président de cette union en pleine restructuration, la présente et revient sur les actions menées à l'endroit de la jeunesse et des femmes.



- Pouvez-vous nous présenter l'UACI ?

L'Union des Aviculteurs de Côte d'Ivoire (UACI) est une association des professionnels et des opérateurs de l'Aviculture (poulets de chair, pondeuses, cailles, pintades).

Cette association qui couvre l'ensemble du secteur de l'élevage de volaille compte environ 670 membres et est implantée dans 15 zones sur le territoire national (Abidjan, Anyama, Grand Bassam, Adzopé, Aboisso, Agnibilékrou, Abengourou, Bouaké...) Récemment en situation de précarité, l'UACI est en pleine restructuration. Elle produit toutefois 40% de la production nationale de volaille.

Sachez qu'il y a deux associations de producteurs au sein de la Filière Avicole. C'est une force qui permet de faire avancer les choses. Nous pouvons avoir des idées divergentes ou complémentaires, et cet état de fait favorise la concurrence. Prenons pour exemple les clubs de football, les divergences qui existent entre les supporters et les acteurs de deux clubs contribuent à faire avancer le football ivoirien.

Le plus important, c'est de travailler en cohésion, car notre objectif premier est de défendre les intérêts des éleveurs. Nous sommes donc tenus de taire nos rivalités, pour mener à bien notre mission, celle de mener des actions pour valoriser l'activité de l'élevage, servir et faire avancer l'ensemble des opérateurs de l'Interprofession.

- Quelles sont les difficultés liées à la conduite de vos activités sur le terrain ?

Nous avons eu de la chance ! Dès le démarrage de notre mandat, nous avons bénéficié du soutien et des conseils des anciens de l'association et de tous nos collaborateurs. Nous appuyant sur ce qui précède, nous pouvons dire que nous

n'avons pas connu de grandes difficultés.

Nous avons souhaité apporter une restructuration à notre union. Et c'est avec le soutien de tous que cette restructuration a débuté en Janvier 2015. Avec l'expertise et l'expérience des uns et des autres, nous allons réussir notre mission.

- Quelle est la place de la femme et de la jeunesse dans cette association en pleine restructuration ?

A l'UACI, la femme et la jeunesse occupent une place de choix. 50% des postes sont occupés par les femmes. Pour illustration, le deuxième Vice-Président et l'animatrice de notre association sont des dames.

Notre objectif majeur est d'inciter la jeunesse à s'imprégner, à s'approprier et se sentir concernée par l'activité avicole. Nous envisageons des rencontres avec les structures de l'administration décentralisée (Mairies, Conseils Régionaux) pour organiser ensemble la jeunesse et l'amener à s'intéresser à l'activité de l'élevage.

A ce jour, nous conduisons avec l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) un projet pilote de ferme, en collaboration avec le district de Yamoussoukro. Financé par la Banque Mondiale, ce projet a permis d'encadrer et d'installer 50 jeunes.

Pour nous, la promotion des jeunes et des femmes est une priorité. Nous envisageons aussi mettre sur pied des plateformes créatrices d'emplois afin de les inciter à s'investir dans ce secteur d'activité, qui est une source importante de revenu, car l'élevage nourrit son homme.

Il faut aussi noter que la formation est un élément essentiel dans la conduite de toute entreprise. Nous adressons à ce sujet une doléance aux structures comme le FIRCA pour former et sensibiliser les jeunes à la mise en place de sociétés coopératives, à travers des sessions de formation.

Lors des JNA, un thème sur la sécurité sanitaire dans les exploitations avicoles a été animé par Docteur COULIBALY Hélène. Qu'en est-il de la sécurité sanitaire sur les fermes ?

Un Groupement de Défense Sanitaire (GDS) est en cours de création au sein de la filière. Ce groupement aura en charge la conduite de l'ensemble des actions qui ont trait à ce volet. Nous invitons les acteurs et les opérateurs intervenant dans la filière à se l'approprier pour que nous atteignons le niveau sanitaire escompté.

Pour cela, il faudrait que les membres du GDS fassent des séances de formation à l'endroit des jeunes, des opérateurs,

pour mieux conduire les alertes, chaque fois que le besoin se fera sentir. En outre, il faudrait que les vétérinaires associés à ce projet puissent véritablement s'impliquer pour sa bonne conduite. Le respect de l'ensemble de ces éléments et actions permettra d'avoir une aviculture performante et de qualité.

Votre mot de fin

Nous tenons à dire merci au Président de l'IPRAVI, qui, avec les différentes actions menées sur le terrain, a su hisser l'avi-culture ivoirienne à son niveau actuel. Nous tenons aussi à rendre un hommage à toutes les personnes qui aident notre filière à aller de l'avant. Grand merci à tous.



RÉGÉNÉRATION DU VERGER CACAO ET LUTTE CONTRE LA MALADIE DU SWOLLEN SHOOT

Depuis 2008, le FIRCA assure la maîtrise d'ouvrage déléguée pour la mise en œuvre du programme d'amélioration de la productivité des vergers de caféier et de cacaoyer de la Filière Café - Cacao. A partir de juin 2014, les financements alloués au FIRCA par le Conseil du Café - Cacao se sont accrus, avec la signature du contrat plan portant sur un montant prévisionnel de 10 905 137 310 FCFA, couvrant la période 2013-2016.

Ces ressources sont destinées au financement des volets recherche appliquée, conseil agricole et replantation des vergers de cacaoyer infectés par la maladie du swollen shoot de la composante « amélioration de la productivité des vergers de caféier et de cacaoyer, » du programme de développement durable de la Filière Café – Cacao » (2QC).



CONTENU DU PROGRAMME FINANCE PAR LE CONSEIL DU CAFE CACAO

■ Génération de technologies

La composante Génération de technologies est constituée de trois (3) projets de recherche :

- la génération de technologies de lutte contre la maladie du swollen shoot du cacaoyer. De façon spécifique, ce projet vise à améliorer et renforcer les connaissances sur (i) l'agent pathogène, (ii) le vecteur y compris la lutte contre le vecteur,

- (iii) les plantes hôtes, (iv) la recherche de variétés de cacaoyer résistantes, ainsi que (v) l'amélioration des méthodes de lutte contre la maladie

- l'amélioration des itinéraires techniques du café et du cacao a pour objectif d'orienter le choix des zones et des sols pour la culture du caféier et du cacaoyer et de régionaliser les méthodes de lutte contre les maladies et les insectes nuisibles du caféier et du cacaoyer

- la valorisation des spécificités de café « origine Côte d'Ivoire ». Un accent particulier est mis sur le café terroir, l'Arabusta et le café lavé (Robusta gourmet) pour assurer la

labellisation de l'origine « Côte d'Ivoire », avec une valeur ajoutée pour les producteurs.

■ Transfert de technologies et renforcement des capacités techniques des producteurs

L'objectif de cette composante est de contribuer au développement durable de la culture du caféier et du cacaoyer, en vue de la sécurisation du revenu des producteurs.

Elle intègre toutes les actions de formation et de renforcement des capacités techniques des producteurs pour les bonnes pratiques (i) de récolte et de traitement post-récolte, (ii) d'application des pesticides, (iii) de production de plants à partir de matériel végétal amélioré, (iv) de régénération des vergers à travers la réhabilitation ou la replantation des vieux vergers et (v) le renforcement des capacités des coopératives de café-cacao.

■ Mesures d'accompagnement de l'arrachage/replantation des vergers atteints par la maladie du swollen shoot

Cette composante est organisée autour des actions majeures portant sur (i) l'information et la sensibilisation pour la replantation des vergers, (ii) l'appui et le conseil technique pour la replantation des foyers infectés par la maladie du swollen shoot, (iii) la mise à la disposition des producteurs d'intrants (semences de cacao et de vivriers, rejets et plants de bananier, produits phytosanitaires et engrais) et (iv) la communication sur la gestion de la maladie.

Cette composante adresse, en outre, les questions relatives à l'information-sensibilisation des autorités coutumières et administratives sur la maladie du swollen shoot et à l'actua-

lisation des données sur l'évolution de la maladie dans le verger.

■ Volet cacao du PSAC

Le volet PSAC (Projet d'appui au Secteur Agricole en Côte d'Ivoire) cofinancé avec le Conseil du Café - Cacao comprend trois actions majeures :

Soutien à la productivité durable du cacao : Cet axe d'action renferme l'ensemble des formations et l'appui technique aux producteurs pour l'application des Bonnes Pratiques Agricoles (BPA) et pour la lutte contre le swollen shoot du cacaoyer dans la Région de la NAWA. Cela, à travers (i) la formation des producteurs aux techniques de réhabilitation des vergers et à la gestion intégrée des maladies et ravageurs du cacaoyer, (ii) l'appui à la replantation des vieux vergers et des vergers infectés par la maladie du swollen shoot.

Amélioration de l'accès au matériel végétal amélioré : Cet axe d'action vise à renforcer les capacités de production des champs semenciers du CNRA en vue d'améliorer l'offre de semences. Il s'agit notamment (i) d'irriguer 32 ha de jeunes champs semenciers, dont 14 ha à Divo et 18 ha à Soubré, (ii) d'acquérir 02 tracteurs équipés de bennes pour le transport de matériels agricoles et de semences, (iii) d'acquérir 02 camions de transport du personnel de pollinisation, (iv) d'aménager une plateforme de production de semences sous forme de fèves enrobées et (v) de construire une serre et une ombrière pour la production de plants issus d'ortho boutures.

Développement communautaire : cet axe d'action vise à accompagner les communautés villageoises productrices de cacao à la réalisation de projets sociaux-économiques, à travers la formation, le suivi et l'encadrement des groupements et communautés bénéficiaires.



N°	Domaines	Principaux acquis transférés	Perspectives/Attentes
1	Amélioration des itinéraires techniques	Découpage sommaire des zones agro-climatiques	Carte des aptitudes culturales
			Formule d'engrais régionalisée
			Caractérisation morpho-pédologique, zonage agro-pédologique et actualisation des recommandations de fumure
			Itinéraires techniques régionalisés
2	Amélioration variétale	6 familles hybrides de cacaoyer indemnes de swollen shoot 7-8 ans après plantation en zones infectées Café : 8 clones sélectionnés, 24 hybrides sélectionnés	Matériel végétal résistant à la sécheresse
			Matériel végétal résistant au swollen shoot Matériel végétal résistant à la pourriture brune Transférer la technologie de production de plants à partir de semences de café aux producteurs
3	Renforcement des capacités de production des champs semenciers	Plateforme aménagée pour la production de semences sous forme de lèves enrobées de cacao(PSAC) 14 ha de champs semenciers de cacao irrigués dont 8 ha à Divo et 6 ha à Soubré 35 ha de champs semencier de café créés pour une offre de semences actuelle de 33 400 ha/an 6 ha de champ semencier de cacao créé pour une offre de 2 880 ha/an	Augmentation de l'offre de semences
			Extension du réseau à 28 ha Replantation de 32 ha de champs semenciers cacao
			Extension de champs semenciers café par la création de 18 ha supplémentaires
4	Lutte contre le swollen shoot	Catalogue des plantes réservoirs/hôtes Guide de gestion de la maladie du swollen shoot (en cours d'utilisation)	Editer et diffuser le catalogue des plantes réservoirs/hôtes
			Rechercher et tester des molécules efficaces contre le traitement des cochenilles vectrices du swollen shoot
			Amélioration de l'efficacité des plantes barrières
			Amélioration des techniques d'arrachage replantation
			Confirmer la résistance du matériel végétal au swollen shoot
			Mettre au point des méthodes de détection précoce du virus au champ
5	Lutte contre les maladies et les ravageurs du cacaoyer et du caféier	Carte sanitaire du swollen shoot Carte sanitaire des principales maladies et ravageurs du cacaoyer et du caféier Guide de traitement contre les mirides et la pourriture brune	Poursuite de la collecte de données sur l'évolution de la maladie
			Mise en place d'une veille sur les menaces de la culture du cacaoyer et du caféier
			Editer et diffuser le guide d'orientation des traitements phytosanitaire

● Principaux acquis du transfert de technologie et renforcement des capacités techniques des producteurs

➔ Dispositif du conseil dédié opérationnel

48 zones de l'ANADER impliquées dans la mise en œuvre du programme avec 450 Conseillers Agricoles Café – Cacao, 60 Techniciens Spécialisés Café – Cacao couvrant 12 500 localités sur les 18 000 de la zone de production du café et du cacao.

➔ Mise en place des outils de formation et de renforcement des capacités techniques des producteurs

Sur la période 2014 à mi-2016, le dispositif de conseil dédié a permis de mettre en place 6 660 parcelles de formation dont 1 133 au titre de la maladie du swollen shoot.

En outre, plus de 51 000 Unités de Démonstration ont été installées.

➔ Producteurs formés

Sur les deux (2) années du programme (2014-2015 et 2015-2016),

477 354 producteurs ont bénéficié des actions dont 25 990 femmes, représentant 5,4% de la population bénéficiaire.

Nombre de producteurs formés par outils

Libellé	2014/2015	2015/2016	2016/2017	Total
Formation aux techniques de réhabilitation et GID	80 411	96 158	12 131	188 700
Formation aux techniques de plantation replantation	21 160	35 116	12 714	68 990
Formation à la qualité (récolte et opérations post récolte)	114 865	199 013	15 795	313 878
Formation aux techniques de traitement phytosanitaires	90 767	183 772	20 740	274 539
Formation des producteurs sur la gestion de la maladie du swollen shoot à travers les Parcelles Pilotes (PP)	8 166	14 450	5 144	27 760

Source : Rapports ANADER

■ Mesures d'accompagnement de la lutte contre la maladie du swollen shoot

Intrants (vivo plants et herbicide)



L'objectif est d'accompagner l'ensemble des producteurs à une gestion efficace contre la maladie par la diffusion des mé-

thodes et des technologies adaptées de gestion de la maladie afin de limiter l'infection et/ou la réinfection des vergers.

➔ Fourniture d'intrants pour l'arrachage – replantation des foyers de swollen shoot

Intrants	2014/2015	2015/2016	2016-2017	TOTAL
Mobilisation des équipes d'arrachage	-	101	101	101
Vivo plants et rejets de bananier plantain (unité)	-	377 114	3 845 773	4 212 176
Insecticide (litre)	-	698	-	-
Herbicides (litre)	5000	28 080	20 000	53 080
Engrais (kg)	-	106 250	375 000	481 250
Semences de vivriers (kg)	-	27 570	106 200	133 770

Sources : Données FIRCA

➔ Arrachage replantation des parcelles infectées par la maladie du swollen shoot

Activités programmées	Antérieures	2014/2015	2015/2016	2016-2017	total
Information et sensibilisation (producteurs)	172 168	90 471	111 976	25 689	-
Localités couvertes (nombre)	5 731	3 632	4 928	1 084	-
Appui à l'arrachage des parcelles infectées (ha)	413	1 084	4 668	3 232	9 397
Superficies replantées après arrachage (ha)	331*	197*	419	2 268	3 215

Source : Rapports ANADER (Résultats des phases pilote du programme)

● Les résultats PSAC

➔ Renforcement des capacités de production des champs semenciers du CNRA

Irrigation des champs semenciers : 2 forages sur le champ semencier de Divo réalisés et un réseau d'irrigation installé sur 14 ha de champs semenciers à Soubré et à Divo.

Renforcement du système de production de semences : acquisition de matériels roulants, dont 02 tracteurs équipés de bennes pour le transport de matériels agricoles et de semences , 1 camion de transport du personnel de pollinisation et construction d'une plateforme de production de semences sous forme de fèves enrobées.

➔ Formation des producteurs aux bonnes pratiques agricoles

Activités et sous activités	Réalizations 2014		Réalizations 2015		Réalisation 2016		Cumul
	Total	Dont femmes	Total	Dont femmes	Total	Dont femmes	
Producteurs formés aux Bonnes Pratiques Agricoles	5 976	177	5 898	214	4 350	169	16 224
Quantité de semence améliorée de cacao distribuée (ha)	3 341	179,5	4 437	310	0		7 778
Superficie (ha) de vieux vergers renouvelés/redensifiés en 2015	2 634	143	2 815	109	3 282	135	8 731
Superficie de vergers infectés par le swollen shoot arrachée	50		299	8,43	263	20	612
Superficie de vergers infectés par le swollen shoot replantée	32	-	52	3	305	23	389

Source, rapport ANADER



LE CORAF/WECARD RENFORCE LES CAPACITÉS DU WAAPP-CÔTE D'IVOIRE EN COMMUNICATION POUR LA DIFFUSION DES TECHNOLOGIES AGRICOLES À GRANDE ÉCHELLE

L'Unité Communication du Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Conseil Agricoles (CORAF/WECARD), et l'Unité de coordination régionale du PPAAO/WAAPP ont procédé, du 13 au 17 Septembre 2016 à Yamoussoukro, au renforcement des capacités du système de communication du PPAAO/WAAPP-CI.



Cet atelier de formation avait pour objectifs, entre autres, d'outiller les chargés de communication des structures parties prenantes et les journalistes du pool-presse du PPAAO/WAAPP-CI au développement de stratégies et outils de communication, au meilleur traitement des sujets agricoles et à la mise en œuvre de la communication pour le développement.

En effet, suite à la révision de la stratégie de communication régionale, désormais axée sur la communication pour le développement, le FIRCA, Unité de Coordination Technique et Fiduciaire du PPAAO/WAAPP-CI a sollicité l'appui du CORAF, afin de permettre une mise en œuvre efficiente de son plan d'action.

Au total, 32 participants dont 18 journalistes de la presse nationale et 14 chargés de communication des structures parties prenantes du PPAAO/WAAPP ont vu leurs capacités ren-

forcées par l'équipe de formateurs de l'Unité Communication du CORAF/WECARD. Celle-ci était composée de Dr KONE Anatole, Gestionnaire de l'information et de la communication, Mlle Lola AKOMATSRI, Chargée du plaidoyer et gestion des réseaux sociaux et Dr Philip IFEJIKA, Chargé de communication du PPAAO/WAAPP.

Dix (10) sessions de formation axées, entre autres, sur les enjeux de la stratégie révisée de communication du WAAPP, une introduction à la communication pour le développement (ComDev), les techniques de plaidoyer, les techniques d'écriture web, le rôle du Chargé de Communication, le processus de collecte et de traitement de l'information et la rédaction d'un success story, ont permis aux participants de s'approprier les bonnes techniques de ComDev.

Afin de permettre à ces derniers d'avoir une meilleure compréhension du PPAAO/WAAPP, Mlle NANDO Florence

Chargée de communication PPAAO-Côte d'Ivoire a fait une présentation succincte du programme ainsi que des résultats obtenus, chiffrés à 1.081.900 bénéficiaires dont 49% de femmes.

Pour permettre aux participants de découvrir l'impact positif des technologies sur la vie des bénéficiaires et de s'exercer sur des sujets de cas pratiques, trois (3) visites de terrain ont été organisées respectivement à Abongoua, Arrah et Bendressou, localités situées dans un rayon de 150 km de Yamoussoukro.

A cet effet, des groupes de travail ont été constitués, afin de produire des success stories, des fiches de comDev et des articles web sur les cas de succès d'adoption des technologies du WAAPP des sites visités.

A Abongoua, les participants ont échangé avec un groupe de femmes productrices de riz étuvé, qui a bénéficié d'un appui du PPAAO/WAAPP à travers la mise à disposition d'équipements d'étuvage professionnel importés de la Guinée. Les femmes bénéficiaires de cette technologie ont échangé avec les participants sur l'impact de ces équipements sur leur santé, leur productivité et leurs revenus.

Aman Narcisse, jeune pépiniériste de banane plantain installé à Arrah, a reçu les participants de la formation et partagé son expérience avec eux. Il faut rappeler qu'Aman Narcisse a embrassé ce métier après avoir reçu une formation initiée par le PPAAO/WAAPP sur la technologie du Plants Issus de Fragments de Tige (PIF).

Les participants ont également découvert l'expérience de

Mme KOUAME Akissi, pépiniériste, productrice et formatrice de manioc à Bendressou (Toumodi). Elle a expliqué aux participants comment, avec un appui du PPAAO/WAAPP en terme de boutures de variétés améliorées, elle a pu aujourd'hui acquérir une unité de transformation ayant un impact communautaire, qui profite à plus de 30 femmes de sa localité.

La restitution des travaux des groupes a permis à chaque participant, à l'issue des critiques et suggestions des formateurs de déceler les points à améliorer dans la conception, la rédaction et l'animation d'outils de communication pour une meilleure promotion de l'agriculture, singulièrement.

Au terme de la formation, les participants ont exprimé leur gratitude à l'endroit du CORAF/WECARD et du FIRCA pour la qualité de la formation reçue et se sont engagés à poursuivre les actions au niveau de la communication pour la promotion de l'agriculture et du PPAAO/WAAPP.

Afin de créer un élan communicationnel dynamique autour du PPAAO/WAAPP, un réseau des communicateurs a vu le jour au terme de la formation. Il est composé de 32 membres, les chargés de communication des structures parties prenantes du WAAPP et des journalistes du pool-presse du projet.

M. DEDI Aymar, journaliste au Magazine le planteur a été désigné à l'unanimité, Président du réseau et Mlle FATOU SYLLA, Journaliste à Nord-Sud Quotidien assure les fonctions de Secrétaire Générale. Mlle NANDO Florence, chargée de communication PPAAO/WAAPP-CI et M. KOBON François, Webmaster du FIRCA sont les 2 autres membres du bureau.



LE PPAAO/WAAPP TRANSFORME LE SECTEUR VIVRIER EN CÔTE D'IVOIRE AVEC PLUS DE 40 TECHNOLOGIES AGRICOLES

Le secteur des cultures vivrières en Côte d'Ivoire a enregistré d'importants changements positifs après 5 années de mise en œuvre du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP). C'est le principal constat fait par la dernière Mission de supervision du PPAAO/WAAPP conduite par le Gouvernement Ivoirien et la Banque Mondiale du 24 Octobre au 04 Novembre 2016.



La dizaine de localités (Adzopé, Arrah, Toumodi, Bongouanou, Man, Touba, Yamoussoukro...) visitée par la mission a permis d'évaluer les nombreux résultats du PPAAO/WAAPP.

Ces résultats obtenus grâce aux technologies introduites sur les chaînes de valeur des Filières Banane Plantain, Maïs, Riz, Igname, Manioc, Volaille traditionnelle et Porc ont contribué à améliorer la productivité des opérateurs bénéficiaires de 50 à 150 %. Une croissance de 28% des productions vivrières a été enregistrée entre 2012 et 2014, avec une moyenne annuelle de 13,5%, grâce à une augmentation des rendements dans les zones d'implantation du projet.

Aujourd'hui, le PPAAO/WAAPP a permis aux cultures vivrières de passer de l'étape basique de culture de subsistance à un véritable secteur de création de richesse. En effet, les bénéficiaires visités ont expliqué à la mission comment l'adoption des technologies du PPAAO/WAAPP leur a permis d'améliorer

leur productivité, leurs conditions de vie et même d'être pourvoyeur d'emplois.

Ce fut le cas à Arrah, localité située à environ 200 km d'Abidjan, où la mission a échangé avec AMAN Narcisse, l'un des 120 pépiniéristes de banane plantain installés à l'initiative du programme. « Grâce à la Technique de Plants issus de Fragments de Tige (PIF), je produis plus de 100 000 plants de banane plantain par an et emploie plus de 15 employés » a-t-il confié à la délégation.

Mme KOUAME Akissi, productrice et pépiniériste de manioc, avec un appui du PPAAO/WAAPP en boutures de manioc de variétés améliorées (BOCOU 1 et YAVO), a augmenté sa productivité dans la commune de Bendressou située à 30 km de la capitale politique Yamoussoukro. Au regard des hauts rendements estimés à 25 tonnes/ha enregistrés avec ces variétés améliorées, Mme KOUAME a redonné le sourire à

plus de 30 femmes de sa localité en leur distribuant gratuitement des boutures de ces variétés. Avec ces femmes, elle a aussi entamé des activités de transformation du manioc en placali, afin d'optimiser leurs revenus.

A Adzopé, la mission a visité le dispositif Agro-météorologique mis en place par le programme pour faire face aux décalages des calendriers culturels liés aux phénomènes de changements climatiques. Ce dispositif d'information agro-météo, grâce aux données collectées et analysées, permet de renseigner les paysans sur les tendances climatiques et de communiquer aux producteurs, en temps réel, les données de pluviométrie.

Pour une meilleure programmation des semis et des récoltes. Une solution très appréciée des producteurs qui leur permet de faire de meilleurs récoltes.

Les unités semi-industrielles visitées, mises en place avec les équipements de transformation (essoreur, semoleur...) introduits dans le cadre du PPAAO/WAAPP, ont permis à des opérateurs économiques de mettre sur le marché de nouveaux produits labellisés tels que l'attiéké, les farines de manioc et de maïs destinées à la production du pain et à la pâtisserie composée.

Par ailleurs, le PPAAO/WAAPP a contribué à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture (SNDR). Cette contribution s'est traduite, entre autres, par la mise à disposition de semences de riz de qualité, le développement de firmes semencières, la formation des acteurs de la chaîne de valeurs de riz, l'appui en matériel et la définition des normes de compétitivité et de fixation du prix du riz en Côte d'Ivoire.

Grâce à l'ensemble des actions menées par le PPAAO/WAAPP, en collaboration avec l'Office National de Développement de la Riziculture (ONDR), le riz ivoirien est désormais labellisé et

vendu dans les grandes surfaces et les marchés populaires. Ces actions ont permis de réduire les importations de riz à hauteur de 30% en 2013.

Le PPAAO/WAAPP a aussi contribué à renforcer la recherche participative par la conduite des essais de génération et de diffusion des technologies agricoles, en collaboration avec les bénéficiaires et les chercheurs des centres de recherche et des universités nationales.

Le PPAAO/WAAPP a encore permis à la Côte d'Ivoire de se doter d'un Centre National de Spécialisation (CNS) sur la banane plantain, d'équiper des centres de recherche en matériel de pointe et d'assurer la relève du personnel scientifique, en assurant la formation de plus de 80 jeunes chercheurs.

Avec le PPAAO/WAAPP, l'on assiste à la création de micro-entreprises agricoles avec des groupes jusqu'alors défavorisés, particulièrement les femmes et les jeunes. Ceux-ci ont pu diversifier leurs sources de revenus grâce à l'acquisition de moyens de production. Les femmes bénéficiaires contribuent désormais à une meilleure prise en charge de la scolarisation des enfants, des soins de santé primaire et assistent leurs époux dans les dépenses quotidiennes.

Au terme des visites de terrain, la mission de supervision a jugé satisfaisante la mise en œuvre du PPAAO/WAAPP pour la qualité des résultats obtenus et la performance du dispositif mis en place pour l'atteinte des résultats avec 1.081.900 bénéficiaires, dont 49% de femmes, contre 800 000 attendus.

Au regard de cette performance, une phase transitoire a été recommandée par la Banque Mondiale, en attendant le démarrage de la deuxième phase prévue en 2018, afin de préserver les acquis du projet et amorcer la diffusion à large échelle des technologies générées.



205 BOULANGERS FORMÉS À LA PRODUCTION DU PAIN COMPOSÉ AVEC LES FARINES DE MANIOC ET DE MAÏS

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PPAAO/WAAPP en Côte d'Ivoire, le FIRCA, Unité de Coordination Technique et Fudiciaire, a procédé à la formation de 205 boulangers aux techniques de production du pain composé, avec les farines locales de maïs et manioc.



Une démonstration de la production du pain composé suivant toutes les étapes de production (la pesée des farines, le mélange des ingrédients, le pétrissage, le pointage, le façonnage, l'apprêt, les coups de lame, la cuisson, le réessuyage et la conservation du pain) a été réalisée.

Suite à cette démonstration, des exercices pratiques de reproduction des différentes étapes de fabrication du pain ont été faits par les participants constitués en groupes, afin de permettre

L'objectif majeur de cette formation est de contribuer à faire adopter les pains composés par la population ivoirienne. A ce titre, les formations ont été éclatées sur l'ensemble du territoire national, avec comme points de formation les grandes villes du pays (Daloa, Yamoussoukro, Korhogo, Abengourou et Abidjan), sur la période de Mai à Juillet 2016.

Le pain composé, comme son nom l'indique, est produit avec 85 % de farine de blé associée à 15 % de farine de maïs ou de manioc.

Dispensées par M. BAMBA Vakamba, technicien agro-alimentaire à l'Ivoirienne de Technologie Tropicale (IzT) et M. KACOU Louis, boulanger-formateur, ces séries de formation ont mis l'accent sur les techniques et les bonnes pratiques de production du pain composé.

En effet, des cours théoriques, avec pour supports des fiches descriptives du processus de production du pain composé, ont été dispensés aux apprenants. Ces cours suivis d'échanges ont permis aux participants d'exprimer leurs préoccupations et attentes, mais également de comprendre et de développer les réflexes indispensables à la mise sur le marché d'un pain de bonne qualité.

à chacun de s'exercer et de maîtriser le processus.

Au terme de la formation, les boulangers ont promis produire du pain de qualité, une fois de retour dans leurs boulangeries, tout en respectant les différentes étapes de production, ainsi que les bonnes pratiques d'hygiène et de commercialisation apprises.

Par ailleurs, un appel a été lancé aux opérateurs économiques exerçant dans la transformation des produits agricoles locaux, afin de satisfaire la demande des boulangers en farines de manioc et de maïs.

Il faut rappeler que 115 boulangers ont été précédemment formés sur la période du 15 Décembre 2014 au 30 Janvier 2015. Ce qui porte le nombre de boulangers formés à 320.

Notons que ce projet initié depuis 2013 par le PPAAO/WAAPP -CI, en collaboration avec l'Union Nationale des Patrons Boulangers de Côte d'Ivoire (UNPBCI), permet de donner une plus-value aux produits vivriers ivoiriens, notamment le maïs et le manioc; et d'ouvrir ainsi une nouvelle ère à la transformation de ses spéculations.

DES FEMMES BÉNÉFICIAIRES DU PPAAO/WAAPP- CÔTE D'IVOIRE PARTAGENT LEUR RÉUSSITE AU COURS DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ « END POVERTY »



Abidjan 17 Octobre 2016. Des femmes et des jeunes de tous horizons ont participé à la célébration de la journée internationale de lutte contre la pauvreté, organisée par le Bureau de la Banque Mondiale à Abidjan.

Cette journée a été marquée par six (6) témoignages de femmes représentatives de la situation de la femme en Côte d'Ivoire. Ces témoignages d'espoir partagés avec le public ont montré comment celles-ci sont parties d'une situation précaire pour aboutir aujourd'hui à une situation beaucoup plus acceptable.

C'est le cas de Mme Kouamé Akissi, pépiniériste, productrice et transformatrice de manioc à Bendressou, Sous-préfecture de Toumodi, qui après avoir bénéficié du PPAAO/WAAPP-CI, de 5 hectares de variétés améliorées de manioc (BOCOU 1 et YAVO) est passée d'une exploitation d'un hectare à 21 hectares. Aujourd'hui, Mme Kouamé a formé un groupement avec plus de 30 femmes de son village, pour la transformation du manioc en placali. Ce groupement écoule ses produits sur les marchés d'Abidjan, la capitale économique du pays.

Mme TIESSIEI Lopeze, éleveuse de porc à Daloa n'est pas en reste. Mise en place depuis 2003, sa ferme a commencé à engranger des bénéfices conséquents, depuis qu'elle a reçu en 2011 des races améliorées de porc diffusées par le PPAAO/WAAPP-CI, et pour cause. Aujourd'hui, la mise bas des truies

est de 17 porcelets contre 7 ayant un poids de plus de 100 kg par porc au bout de seulement 6 mois, contre 75 kg avant à 1 an et demi.

Cette journée célébrée par la Banque Mondiale vise à montrer aux femmes et jeunes en proie aux aléas de la vie que quelle que soit sa situation sociale, il est possible de sortir de la pauvreté.



JOURNÉE NATIONALE DU CHOCOLAT ET DU CACAO (JNCC)



Vue du stand du FIRCA



Accueil des visiteurs par le Directeur Exécutif du FIRCA



Distribution des documents



Dégustation des mets

WORLD COCOA FOUNDATION (WCF)



Vue des officiels dans la salle



Photo de famille lors de la cérémonie d'ouverture



De gauche à droite, la 1^{ère} dame en compagnie du PCA et du DG du Conseil du Café -Cacao



Photo de famille lors de la cérémonie de clôture



Dégustation des mets par un visiteur



Présentation des produits : Mangue séchée



Echanges avec un visiteur



Signature du livre d'or par le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural en présence du Directeur du Département Cultures d'Exportation et des Productions Forestières (FIRCA)



Vue des invités au JAAD 2016



Vue des audiences foraines



Coupure du ruban de l'unité de transformation de riz à Gonaté



4^{ÈME} ÉDITION DES JPORCI**LA VIANDE DE PORC ALLIE LA QUALITÉ GUSTATIVE À LA RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE**

« La viande porcine ivoirienne, mon choix économique ». C'est autour de ce thème que l'Interprofession porcine ivoirienne (INTERPORCI) et l'Association des Vétérinaires de Côte d'Ivoire (ADVCI), ont organisé du 12 au 15 juillet 2016, la quatrième édition des journées ivoiriennes de la viande de porc et de ses produits dérivés, dénommées JPORCI. Parrainée par le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH), Monsieur Kobenan Kouassi ADJOUANI, représenté par l'inspecteur général du MIRAH, Dr DIAWARA Sirima, cette quatrième édition des JPORCI a été, quatre jours durant, le lieu de rencontre de toute la chaîne de valeurs de la Filière Porcine, composée d'éleveurs, d'industriels, de vétérinaires et praticiens, de structures d'encadrement, de recherche et de gestion, mais aussi l'occasion de mieux faire connaître le porc dans ses dimensions économique et nutritionnelle.



La Côte d'Ivoire est déficitaire en protéine animale, notamment en produit carné. En 2009, la production totale de viande et abats (ruminants, porcs et volailles) de 49.958 tonnes, ne couvrait que 40 % de la consommation intérieure estimée à 123.597 tonnes de carcasses.

L'élevage porcin, production à cycle court, est aujourd'hui, selon les acteurs de la filière, l'une des deux filières avec la volaille, qui peuvent fournir à la population ivoirienne le plus rapidement des protéines animales. Si toutes les conditions sont réunies, notamment le professionnalisme, la rigueur, la protection contre les importations, les acteurs de la filière porcine soutiennent qu'ils sont capables de combler ce déficit et d'assurer l'autosuffisance en protéines animales en Côte d'Ivoire.

C'est pourquoi, en procédant au lancement de la quatrième

édition des journées ivoiriennes de la viande porcine et ses dérivés (JPORCI), au nom du Ministre des Ressources Animales et Halieutiques, Dr DIAWARA Sirima a souligné qu'au regard du recensement de 2007 qui chiffre le cheptel porcin à environ 330.104 têtes dont 20 % en élevage moderne, des efforts considérables doivent encore être faits pour atteindre les objectifs de production du gouvernement à l'an 2020, estimés à 60.000 tonnes.

Ces objectifs, a souligné le représentant du Ministre Adjoumani, ne seront réalisables qu'à travers des investissements stratégiques portés par le secteur privé. Soutenant en outre que l'élevage porcin, même à petite échelle, peut renforcer le pouvoir d'achat des populations. Le représentant du ministre des Ressources Animales et Halieutiques a relevé que l'élevage porcin est un secteur à faible taux d'investissement pour un retour rapide sur investissement.

ACTUALITES

Plate-forme de promotion de la viande porcine et ses dérivés, cette quatrième édition a été l'occasion pour la Filière Porcine ivoirienne, de présenter au public ivoirien et à tous les participants, les atouts de l'élevage porcin pour en faire une filière rentable et créatrice de richesse.

Quatre conférences thématiques ont meublé les échanges, dont la première sur « Etat des lieux de l'élevage porcin en Côte d'Ivoire », la seconde sur « l'amélioration des revenus grâce à la gestion technique et économique », la troisième sur « la prévention des maladies, l'hygiène et la biosécurité en élevage » et la quatrième sur « comment bénéficier d'un financement grâce au fonds de garantie de la Filière Porcine », prononcées par des experts dont Jean VILLENEUVE, agriculteur-éleveur de porc venu de France.

Ces moments de réflexion, d'échanges et de partage d'expérience ont été fort appréciés par les participants.

Exprimant sa satisfaction, M. Charles Emmanuel YACE, Président de l'INTERPORCI, a indiqué que l'élevage porcin repose sur cinq (5) piliers que sont l'alimentation, la prophylaxie, le logement, la conduite de l'élevage et la génétique. Il a soutenu que les fermes nationales arrivent de plus en plus à exprimer leur potentiel en termes de rendement, même s'il

reste encore beaucoup à faire, avant de mettre un accent sur les faiblesses de la filière.

Pendant quatre (4) jours, cette édition des JPORCI a permis d'échanger sur tous les aspects de l'élevage porcin et les bénéfices à en tirer. Outre les conférences thématiques animées par plusieurs spécialistes, les JPORCI 2016 ont offert chaque jour au grand public, l'occasion de visites de stands institutionnels et d'exposition d'animaux, de dégustation de viande de porc sous plusieurs facettes et à des prix très abordables dans l'espace gastronomique, ainsi que la participation à des rencontres B to B. Ce sont près de 1000 participants et plusieurs milliers de visiteurs enregistrés tout au long de l'évènement.

Organisées pour faire connaître la viande porcine et inciter les populations à s'investir dans un élevage peu onéreux et qui peut s'avérer lucratif en raison des besoins en protéines animales, les JPORCI 2016 se sont achevées par la remise du "Cochon ivoire", prix récompensant le meilleur éleveur de porc de l'année 2016. De nombreux autres lots ont également récompensé des Coopératives et des acteurs pour leur engagement à la promotion de la viande de porc ainsi que leur courage pour le développement de la filière.



ATELIER RÉGIONAL IRRDB

LE FIRCA PRÉSENTE SON DISPOSITIF DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIES AUX PLANTEURS D'HÉVÉA.

Sous l'égide du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), la Filière Hévéa ivoirienne, à travers l'Association des professionnels du caoutchouc naturel (APROMAC) et l'International Rubber Research and Development Board (IRRDB), ont organisé du 28 au 30 septembre 2016 à Yamoussoukro, un atelier régional sur le thème : « Transfert de technologies aux planteurs pour une hévéaculture durable ». Cet atelier était à l'attention des planteurs, chercheurs, agents de développement, sociétés agricoles et professionnels du secteur hévéicole. Il a permis d'exposer les résultats de la recherche sur l'hévéa et les mécanismes de transfert des innovations et a donné l'occasion au FIRCA de présenter son dispositif d'assistance technique pour le transfert de technologies aux planteurs d'hévéa de Côte d'Ivoire.



Chaque année, l'IRRDB organise un atelier régional sur le caoutchouc et la Côte d'Ivoire a été choisie pour abriter l'édition africaine de 2016.

Depuis Yamoussoukro, où se tenait cette rencontre internationale, le Secrétaire général de l'IRRDB, M. Aziz Abdul Kadi, a invité les producteurs africains de caoutchouc à être solidaires de la décision des grands producteurs d'Asie de stopper la chute des cours du caoutchouc. Il leur a également conseillé la solution de la transformation locale du caoutchouc, pour faire «rebondir» le prix du kilogramme, actuellement en chute.

Le représentant du Ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Soumaïla Kouassi BREDOMY, a salué la détermination et l'importante contribution des acteurs de la

Filière Hévéa au développement de l'agriculture dans notre pays. Il a félicité les responsables de l'IRRDB pour la tenue de cette réunion en Côte d'Ivoire et le choix de notre pays pour abriter la prochaine conférence internationale sur le caoutchouc, en 2017. M. BREDOMY a également exprimé la volonté du Gouvernement d'augmenter la production annuelle d'hévéa de la Côte d'Ivoire, premier producteur africain et septième mondial, à l'horizon 2025.

En effet, l'objectif de la Filière Hévéa est de passer d'une production actuelle de 350 000 tonnes de caoutchouc sec, à 600 000 tonnes en 2025. La concrétisation de cette ambition passe par la levée de plusieurs contraintes, dont la maîtrise des techniques culturales.

ACTUALITES

C'est ce pari que le FIRCA tient à relever, en mettant en place un dispositif d'encadrement des planteurs individuels. Par ailleurs, pour compléter ce dispositif, des supports didactiques ont également été élaborés par le FIRCA pour assurer l'autonomie des planteurs d'hévéa, a précisé M. TOGUILA Brice, Chargé de Programmes hévéa au FIRCA.

Selon M. Fulgence KOFFY, président de l'APROMAC, cet atelier arrive comme une réponse aux préoccupations des acteurs de la filière hévéicole ivoirienne. Convaincus que les transferts des innovations issues de la recherche aux planteurs vont certainement les amener à adopter des pratiques plus productives, mais aussi plus intelligentes et soucieuses de la préservation de l'environnement, gage du développement d'une hévéaculture durable.

Une préoccupation longtemps relevée faisait état d'une incompatibilité hévéaculture-cultures vivrières. Les résultats de la recherche ont montré qu'il est désormais possible de pratiquer des cultures en intercalaire des jeunes plants d'hévéas pour assurer la sécurité alimentaire, sans dommage pour les arbres. « C'est bien au contraire une opportunité pour la production des vivriers grâce à l'association des cultures

vivrières à l'hévéa pendant les quatre premières années de la plantation » a confirmé Dr ZAKRA Nicodème du CNRA.

Au cours de cette rencontre régionale de l'IRRDB à Yamoussoukro, les planteurs d'hévéa, conscients des contraintes et des enjeux de la filière, ont reconnu l'importance des dispositions prises par la filière et le FIRCA pour la préservation de leurs outils de production, le développement de leurs exploitations et l'amélioration de leurs revenus. Ils se sont engagés à s'approprier les résultats de la recherche et à s'impliquer dans la mise en œuvre des programmes élaborés par la filière et le FIRCA, pour mieux tirer profit de leurs activités.

Après trois jours de travaux qui ont réuni plus de 150 participants et nécessité 32 communications, l'on retient que l'atelier de Yamoussoukro, ne s'est pas limité au simple transfert de technologies aux planteurs pour une hévéaculture durable. Il a contribué à établir et renforcer les contacts de travail de la filière hévéicole ivoirienne et ses partenaires entre notamment les partenaires techniques des pays asiatiques que sont l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande, leaders de la production mondiale de caoutchouc, ainsi qu'avec les autres pays africains producteurs de caoutchouc.



LE FIRCA MET L'ACCENT SUR LA QUALITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS À LA 6ÈME ÉDITION DES JOURNÉES IVOIRIENNES DE L'AVICULTURE

Sous l'égide du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH), l'Interprofession Avicole Ivoirienne (IPRAVI), a organisé du 12 au 14 Octobre 2016, la sixième édition des Journées Ivoiriennes de l'Aviculture, dénommée JNA 2016. Parrainées par le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques, Monsieur Kobenan Kouassi ADJOUANI, les JNA 2016 étaient placées sous le thème « L'aviculture moderne, levier de croissance, créatrice de richesses nationales et d'emplois ». Cette édition a été, pour Dr COULIBALY Hélène Assita, Coordonnatrice du programme des Filières Agricoles Durables pour la Sécurité Sanitaire des Aliments au FIRCA, l'occasion de mettre l'accent sur la qualité Sanitaire des Aliments, condition essentielle à l'accès des marchés occidentaux pour les produits d'origine africaine. Ainsi, trois jours durant, les JNA ont été le lieu de rencontre de toute la chaîne de valeurs de la Filière Avicole, composée d'éleveurs, d'industriels, de vétérinaires et praticiens, de structures d'encadrement, de recherche et de gestion; mais aussi l'occasion de mieux faire connaître la Filière Avicole tant dans ses dimensions nutritionnelles qu'économiques, à l'effet de stimuler la consommation des produits avicoles.



Selon l'OCDE-FAO, la production mondiale de viande de volaille est de 113,9 millions de tonnes en 2015.

Les travaux prospectifs conduits par ces mêmes organisations internationales, révèlent que la production avicole devrait atteindre 18 millions de tonnes (prêt à cuire) ou 26 millions de tonnes équivalent carcasses, entre 2015 et 2025, soit plus de 16 % en dix ans, assurant ainsi la moitié de la croissance de production de viande.

La viande de volaille deviendra ainsi à l'horizon 2025, la première viande consommée et produite dans le monde. La croissance escomptée de la consommation de viande de

volaille devrait résulter surtout des pays en développement qui en assureraient des deux tiers.

C'est pourquoi, en procédant au lancement de la sixième édition des journées ivoiriennes de l'aviculture (JNA2016), le Ministre de la Production Animale et des Ressources Halieutiques (MIRAH), M. Kobenan Kouassi ADJOUANI a rappelé qu'afin de mieux coordonner les actions de développement de l'aviculture moderne ivoirienne, l'Etat et les opérateurs privés de la filière ont organisé conjointement, en décembre 2009, les Etats Généraux de l'Aviculture ivoirienne (EGA),

qui s'est achevé par l'élaboration d'un Plan Stratégique de Relance du développement de l'Aviculture moderne ivoirienne (PSRA), sur la période 2010-2020. Suite à l'adoption du PSRA, la plupart des opérateurs de la Filière Avicole ont procédé à un renforcement technique et humain de leurs capacités de production, qui s'est traduit sur le terrain, par un regain d'activité, dans la perspective d'atteindre les objectifs quantitatifs de production consignés dans le PSRA.

L'activité d'élevage avicole moderne occupe environ 2200 exploitants éleveurs de poulet de chair ou producteurs d'œufs de consommation, composés en majorité de jeunes. Quant à la composante industrielle, elle compte une douzaine de sociétés agro industrielles spécialisées dans l'accoupage ou dans la production d'aliments de volaille ou dans l'abattage de volaille, ou encore, dans le conditionnement des œufs de consommation.

Et les Journées Ivoiriennes de l'Aviculture, organisées à l'intention des professionnels du secteur avicole et du grand public, offrent une plate-forme d'échanges sur les problématiques liées à la Filière Avicole, afin d'y apporter des solutions appropriées. Elles proposent également de faire connaître au grand public, la viande et les produits de volaille, afin d'inciter les populations à s'investir dans un élevage peu onéreux et qui peut s'avérer lucratif, en raison des besoins en protéines animales.

Ainsi, exprimant sa satisfaction pour le succès de cette sixième édition des JNA, M. Jean Marie ACKAH, Président de l'Interprofession Avicole Ivoirienne (IPRAVI), a indiqué que : « les produits avicoles sont en quantité suffisante pour satisfaire la demande nationale. Les besoins de consommation en œufs sont en effet couverts à 100 % par la Filière Avicole. Quant à la viande de volaille, on note une couverture de plus de 96 % soit une consommation de 1.96 kg/habitant ». La Filière Avicole ivoirienne, leader de la production animale, selon M. Jean Marie ACKAH, travaille sans relâche pour faire face à la demande actuelle et future.

Le secteur avicole ivoirien compte un cheptel reproducteur de près de 690.000 têtes. Les statistiques disponibles indiquent

d'ailleurs qu'en 2015, la Filière Avicole Ivoirienne moderne comprenait 40 millions 305 mille poussins d'un jour dont 33 millions 883 mille de chair et 6 millions 411 de poussins ponte d'un jour, répartis entre 30 couvoirs ayant une capacité de production annuelle de 70 millions de poussins d'un jour.

La Filière Avicole a réalisé un chiffre d'affaire de 240 milliards de F CFA en 2015 et génère 170.000 emplois dont 50.000 directs et 120.000 indirects. Elle constitue un débouché important pour les produits agricoles et sous produits agro-industriels notamment le maïs, le son de riz, la farine de blé, le tourteau de soja et de coton, la farine de poisson, etc.

Toutefois, la conquête d'autres marchés, en l'occurrence les marchés occidentaux, reste un défi majeur pour les produits d'origine africaine en général et ivoirienne en particulier. C'est pourquoi, Dr COULIBALY Hélène Assita, au nom du FIRCA, a insisté sur l'intérêt pour les pays africains producteurs de volaille, de se conformer aux réglementations et législations internationales en vigueur sur la qualité sanitaire des aliments, afin de garantir leur accès au marché international.

Pendant trois (3) jours, les JNA 2016 a permis d'échanger sur tous les aspects de l'aviculture et les bénéfices à en tirer. Outre les conférences thématiques animées par plusieurs spécialistes, ces journées ont offert chaque jour au grand public, l'occasion de visites de stands institutionnels, d'exposition vente de viande et de produit de volaille, des stands de dégustation de viande de volaille sous plusieurs facettes et à des prix très abordables dans l'espace gastronomique, ainsi que la participation à des rencontres B to B.

Ce sont près de 1000 participants et plusieurs milliers de visiteurs enregistrés tout au long de l'évènement, qui ont eu l'opportunité de visiter le stand du FIRCA, qui leur a offert de la documentation et diverses publications éditées in situ par l'institution. Ils ont, en outre, pris plaisir à déguster des mets fait à base de farine de banane plantain, du pain et de la viennoiserie à base de farine composées de maïs-blé et manioc-blé, enrichis aux amandes de cajou et développés par le FIRCA dans le cadre du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP).



LE BÉNIN À L'ÉCOLE DU FIRCA À LA DEUXIÈME ÉDITION DU SIETTA

"Une industrialisation de la Filière Anacarde citoyenne, pour une Côte d'Ivoire Nouvelle", c'est le thème principal de la deuxième édition du Salon International des Equipements et des Technologies de Transformation de l'Anacarde, dénommé "SIETTA 2016". Cette édition était placée sous le parrainage du Premier Ministre, Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, Monsieur Daniel Kablan DUNCAN et co-présidée par les Ministres de l'Industrie et des Mines, Monsieur Jean-Claude BROU et celui de l'Agriculture et du Développement Rural, Monsieur Mamadou Sangafowa COULIBALY. Présente à cette deuxième édition qui s'est tenue les 17, 18 et 19 novembre 2016 au Palais de la Culture d'Abidjan, une délégation béninoise est venue, selon son chef, s'inspirer du modèle de financement agricole incarné par le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA).



« Le succès encourage toujours la poursuite de l'activité », dit l'adage. Cette vérité semble se confirmer tant pour la Filière Anacarde qui vient de tenir la deuxième édition du Salon International des Equipements et des Technologies de Transformation de l'Anacarde, que pour le FIRCA qui, au fil des ans attire de plus en plus de délégations étrangères par son expertise en matière de financement des services agricoles.

En effet, après la première édition qui s'est déroulée du 26 au 28 novembre 2014, au Palais des Sports d'Abidjan et qui a réuni une dizaine de promoteurs d'équipements de transformation de l'anacarde et plus de 4 500 participants et visiteurs venus d'Asie, d'Amérique, d'Europe et d'Afrique, ce sont, cette année, 29 équipementiers nationaux et internationaux venus exposer et vendre leurs machines, des acteurs et professionnels de la filière, des investisseurs, des partenaires techniques et financiers, des experts et consultants en industrie de l'anacarde, des médias et plus de 5000 visiteurs qui ont participé à cette deuxième édition du SIETTA dont l'objectif est d'accroître le taux de transformation dans les pays africains producteurs d'anacarde.

Moteur du financement pérenne pour le développement d'une agriculture ivoirienne durable et compétitive, orientée vers la promotion des filières agricoles, à travers la génération et la diffusion de technologies pouvant améliorer durablement la productivité et le niveau de vie des exploitants agricoles, le FIRCA a marqué sa participation à cette rencontre internationale des acteurs de la Filière Anacarde à travers son stand d'exposition, sa contribution aux différents panels et sa participation au plateau de télévision de SIETTA TV, où M. NONKPIN, Chargé de Programmes Anacarde a égrené le chapelet de projets mis en œuvre par son institution.

Outre les ateliers, les communications et conférences-débats, le SIETTA 2016 a offert l'occasion de présenter des innovations en matière d'équipements et de technologies de transformation de l'anacarde, ainsi que les services connexes. Il a fait découvrir au grand public, les vertus de ses produits, en donnant au salon une dimension scientifique, professionnelle et citoyenne.

Ainsi, informée de l'approche innovante du FIRCA en matière de financement des services agricoles et parce que le

ACTUALITES

fonds constitue un exemple typique dans l'espace CEDEAO et dont le Gouvernement ivoirien entend se servir comme un instrument de coopération sous régional, une délégation béninoise présente au SIETTA a obtenu un rendez-vous afin de s'inspirer du modèle FIRCA.

« Les actions du FIRCA et son projet nous inspirent et méritent d'être connus par tous les dirigeants africains qui aspirent à de meilleures conditions de travail et de vie pour leurs populations, en majorité rurales » s'est ainsi exprimé Dr Euloge HOUNGBO du Ministère de l'Industrie et de l'artisanat du Bénin, chef de la délégation.

Honorée par cette marque d'attention à l'endroit de l'institution, le Directeur du Département Cultures d'Exportation et Productions Forestières (DCEPF), Mme Traoré Assita a présenté l'ensemble des programmes du fonds. « Depuis sa mise en place, le FIRCA a favorisé la recherche appliquée, la formation, le transfert de technologies et a ainsi contribué à améliorer la productivité des exploitations et à accroître le revenu et les conditions de vie des producteurs », a-t-elle souligné.

Au nombre des outils déployés pour marquer sa présence au SIETTA, le stand du FIRCA a offert à ses visiteurs, de la documentation et diverses publications éditées par l'insti-

tution. En plus de ces visuels, les visiteurs ont eu l'opportunité de déguster des mets faits à base de farine de banane plantain, du pain et de la viennoiserie à base de farine composées de maïs- blé et manioc-blé, enrichis aux amandes de cajou, développés par le FIRCA dans le cadre du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP). En outre, des noix et des plants d'anacardier à haut rendement, ont été présentés aux visiteurs.

Plateforme de promotion des équipements et des technologies de transformation de l'anacarde, le SIETTA 2016 a donné lieu à des séances de démonstration de ces machines qui ont offert l'occasion au public d'apprécier les performances des machines. L'espace exposition proposé par le SIETTA 2016, a également permis d'offrir aux opérateurs économiques, aux investisseurs et au grand public, un contact direct avec les acteurs intervenant dans le secteur et les solutions qu'ils proposent.

Rappelons que la Côte d'Ivoire est le premier pays producteur mondial de noix brute de cajou avec 702.510 tonnes en 2015. Cependant, le taux de transformation est inférieur à 10 % de la production nationale. Ainsi, la faible industrialisation de la filière prive le pays d'importantes valeurs ajoutées, réduisant les opportunités de création nationale d'emplois et de richesses.



LE FIRCA ACCOMPAGNE LES PLANTEURS D'HÉVÉA DANS LA MISE EN PLACE DE LEUR COLLÈGE

A l'initiative de l'APROMAC, les acteurs de l'hévéaculture ivoirienne, composés des associations de producteurs, d'usiniers et de pépiniéristes, accompagnés par les structures d'appui telles que le FIRCA et le PSAC, se sont retrouvés du 09 au 10 novembre 2016 à Bonoua, au cours d'un atelier pour réfléchir sur la vie de leur filière. L'enjeu principal de cet atelier était de comprendre les conditions de création de l'interprofession de la Filière Hévéa.



Cet atelier était donc motivé par les difficultés que rencontrent les organisations des planteurs et à se regrouper pour créer leur collège, afin de mettre en place l'interprofession de la Filière Hévéa.

En effet, pour une meilleure organisation et une stabilité de la filière, le Président de la République avait pris il y a cinq ans, l'ordonnance n° 2011-473 du 21 décembre 2011 relative aux organisations interprofessionnelles agricoles, suivie de l'arrêté interministériel n° 294 du 20 août 2013 fixant les conditions de création, de reconnaissance et les modalités de fonctionnement des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA).

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural avait alors souhaité la création de trois collèges dans la filière pour la mise en place de l'interprofession. Ceux des usiniers et des producteurs de matériel végétal sont déjà opérationnels. Cependant, le collège des producteurs d'hévéa tarde encore du fait de quelques difficultés, a déploré M. Traoré Mamadou, PCA du collège des pépiniéristes professionnels de la Filière Hévéa.

Afin de permettre à tous les séminaristes d'avoir le même niveau de compréhension, un juriste a été invité à faire un exposé relatif à l'Ordonnance de 2011 et à l'Arrêté de 2013 régissant la création et la reconnaissance des organisations interprofessionnelles agricoles en Côte d'Ivoire.

A l'issue des échanges qui ont suivi, le FIRCA qui accompagne l'APROMAC depuis 2004, entend peser de tout son poids dans la mise en place de l'interprofession de la filière.

M. N'diaye Oumar, Conseiller Technique du Directeur Exécutif du FIRCA l'a signifié : « Nous allons accompagner la Filière Hévéa à se conformer à l'ordonnance de 2011 qui régit le fonctionnement de la production agricole en Côte d'Ivoire », précisant que sa structure s'assurera de travailler avec ceux qui représentent effectivement les acteurs de la Filière Hévéa.

« Il faut un certain nombre de régularisations pour aller à l'interprofession alors que le collège des producteurs peine à se mettre en place malgré nos efforts et du fait de certaines velléités » a, à son tour déploré Eugène KREMIEN, président de l'Association des Usiniers Producteurs de Caoutchouc Naturel de Côte d'Ivoire. « Or, les grandes institutions attendent cette mise en place afin de formaliser la filière caoutchouc » a-t-il soutenu.

Pour lui, ce séminaire a permis de faire un grand pas vers la création d'un collège de producteurs et posé les jalons de la mise en place de la future interprofession de la Filière Hévéa. Notons que des réflexions sur le vol de caoutchouc dans les plantations ont également été entamées au cours de cet atelier.

LE FIRCA ÉQUIPE DES GROUPEMENTS DE PRODUCTRICES DE BEURRE DE KARITÉ DU GONTOUGO ET DU BOUNKANI

En vue d'abrégé le travail de production de beurre de karité, le FIRCA a organisé, en collaboration avec les acteurs de la Filière Karité, le 24 novembre dernier à Bouna, une cérémonie de remise d'équipements à six groupements de femmes des régions du Gontougo et du Bounkani. Cette sympathique cérémonie a réuni le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, le FIRCA représenté par Mme TRAORE Assita, Directeur du Département Cultures d'Exportation et Productions Forestières (DCEPF), les acteurs de la Filière Karité, des structures de recherche et d'encadrement, des autorités administratives locales ainsi que des partenaires techniques et financiers.



En Côte d'Ivoire, la production du beurre de karité reste concentrée dans la zone de savane soudanienne couvrant les régions administratives du HAMBOL, du PORO, du TCHOLOGO, du BOUNKANI, de la BAGOUE, du KABADOUGOU, du FOLON, du GBEKE et du GONTOUGO.

Malgré son importance dans les habitudes des populations ivoiriennes et de la sous-région Ouest africaine, la production du beurre de karité reste encore artisanale et les techniques n'ont guère changé depuis des générations. C'est un travail réservé prioritairement aux femmes qui exercent leur activité dans un commerce de proximité ou encore sur les marchés locaux.

Le beurre de karité est le produit fini d'un long et fastidieux processus qui dure entre trois (03) et cinq (05) jours, suivant les stratégies déployées par les femmes. Ce processus se résume en neuf grandes étapes, à savoir : l'apprêt de l'amande, le concassage des amandes, la torréfaction des particules, la réalisation de la pâte d'amande, la mouture des particules, l'extraction de l'écume ou de l'huile brute, le raffinage de

l'huile, l'homogénéisation de l'épaisseur du beurre, puis enfin le conditionnement du beurre de karité.

La production du beurre de karité commence par le concassage des amandes de karité, une opération qui se faisait initialement à l'aide d'un mortier pour un temps assez long, une heure à deux heures environ, rendant l'activité très pénible pour les femmes. C'est pour apporter un début de solution que le FIRCA, selon Mme TRAORE Assita, accompagne depuis 2014, des groupements de femmes productrices de beurre de karité, en les dotant d'équipements et de matériels. Toutes choses qui leur permettent d'améliorer leurs conditions de travail, d'accroître leur productivité et d'augmenter leur revenu, afin de les rendre autonomes.

Ainsi, six (6) groupements de femmes productrices de beurre de karité des régions du Bounkani et du Gontougo à savoir, Kodo, Tcharbiel, Gonthara, Amadou, Anssoum et Gborotchara, ont été identifiés. Il est prévu pour chacun d'eux plusieurs équipements comprenant des tricycles, des concasseurs,

des broyeurs, des torréfacteurs, des barattes et des filtres manuels, pour la production modernisée du beurre de karité.

Cependant, en raison d'un retard accusé dans la livraison de la totalité des équipements, la cérémonie de Bouna a permis de remettre à chaque groupement, soit un concasseur-broyeur ou un tricycle, avec le ferme engagement du FIRCA, de compléter les équipements restants dès leur livraison.

Tout en témoignant la reconnaissance du FIRCA au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et à tous les partenaires parties prenantes de ce projet, Mme TRAORE Assita a engagé les groupements bénéficiaires à prendre soin et à tirer le meilleur profit des équipements mis à leur disposition.

En effet, la production du beurre de karité de qualité, conforme aux normes internationales, exige des productrices la mise en place d'unités équipées de matériels performants, permettant d'améliorer la productivité du travail et la rentabilité de l'activité. La bonne gestion de ces unités requiert de la rigueur et du professionnalisme.

Les structures d'accompagnement de proximité apportent leur appui aux groupements de femmes productrices, à l'effet de les aider à bien suivre leur activité et à en tirer profit, malgré une organisation balbutiante. C'est pourquoi, appréciant les équipements remis à leur juste valeur et reconnaissantes aux donateurs, les femmes du Bounkani et du Gontougo ont pris le pari d'en faire bon usage.

Notons que les importantes quantités d'amandes qui il y a peu, étaient exportées vers les marchés asiatiques, sont de plus en plus transformées localement, avec un processus de plus en plus maîtrisé. Au regard des atouts qu'elle offre, la Filière Karité se présente comme une filière d'avenir.

Il revient donc aux acteurs de cette filière de s'organiser et de moderniser leur outil de production. Ce qui devrait induire une amélioration de la compétitivité du secteur et réduire de façon notable le travail des femmes. C'est à cela que le FIRCA oriente ses appuis depuis quelques années, en incitant les coopératives de femmes productrices de beurre de karité à se regrouper, à se former à la qualité et à acquérir des équipements modernes.



5ÈME ÉDITION DES JAAD

LES ACTIONS DU FIRCA PORTENT LEURS FRUITS

Conduite par M. Mamadou Sangafowa COULIBALY, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) et organisée du 1er au 3 décembre 2016 à Daloa, dans la région du Haut-Sassandra, la 5ème édition des Journées de l'Administration Agricole Délocalisée (JAAD) était couplée avec la célébration de la 36ème édition de la Journée Mondiale de l'Alimentation (JMA) autour du thème : « Le Climat change, l'Alimentation et l'Agriculture aussi ». Cette double célébration a vu la mobilisation des partenaires techniques et financiers, des représentants des agences sœurs du système des nations unies (PAM, FIDA et BAD), du corps préfectoral, des élus locaux, des représentants des chefferies traditionnelles, ainsi que tous les acteurs du monde agricole de la région du Haut-Sassandra. Au cours de ces célébrations également, deux acteurs des Filières Porcine et fruitière soutenus par le FIRCA ont été honorés, en présence du Vice-Président de l'institution et du Directeur Exécutif Adjoint, confirmant de la plus belle manière que les actions du FIRCA portent des fruits.



La FAO et le gouvernement ivoirien, en choisissant ce thème : « Le Climat change, l'Alimentation et l'Agriculture aussi » au cœur d'une table ronde, veulent attirer l'attention du public sur la nécessité d'adapter l'alimentation et l'agriculture au changement climatique, parce qu'il faut nourrir de manière durable la population mondiale qui ne cesse de croître.

Rappelant également les divers projets de l'Organisation visant à soutenir les producteurs selon le concept de produire plus avec moins, le représentant de la FAO a souligné que

cette célébration est une véritable opportunité pour tous de réfléchir sur le rôle vital que joue une alimentation adéquate et variée dans les vies des populations.

S'exprimant au nom du PAM, du FIDA et de la BAD, qui se sont associés à la FAO pour cette célébration, M. Germain Da Sylva, Représentant de la FAO en Côte d'Ivoire, a rappelé l'urgence de réagir face à cette thématique mondiale du changement climatique, dont les conséquences sont plus visibles dans le milieu rural.

"Le secteur le plus touché par les impacts du changement climatique est celui de l'agriculture. Les aléas météorologiques et l'augmentation des épidémies de maladies et des invasions de ravageurs affectent la productivité agricole et par conséquent, compromettent la sécurité alimentaire mondiale. Et les populations les plus pauvres, près de 80 % d'entre elles, vivant pour la majorité en zone rurale souffrent le plus de la faim et en pâtissent", a-t-il ajouté.

« Fidèle depuis la première édition, le FIRCA était encore présent cette année aux JAAD, le désormais traditionnel rendez-vous annuel du MINADER ; événement très attendu par la grande famille agricole », a soutenu le vice-président du FIRCA, M. ASSI Jean-Ponce. Il a rappelé qu'en liaison avec le Centre National de Recherche Agronomique, à savoir le CNRA, les Universités et Grandes Ecoles, l'ANADER, et également avec les 13 autres pays participants, le PPAO/WAAPP a diffusé ou introduit en Côte d'Ivoire environ une trentaine de technologies, dont le gain de productivité dépasse largement les 15% attendus.

« Ces technologies touchent l'ensemble de la chaîne de valeurs des spéculations concernées et vont du nouveau matériel végétal aux équipements de transformation, en passant par les itinéraires techniques de production ou de conduite des élevages. Le défi majeur pour le FIRCA est la diffusion de ces technologies, en vue de toucher un plus grand nombre d'acteurs, que ce soit dans la production ou la transformation des produits agricoles et d'élevage. C'est ce que fait le FIRCA, aux côtés du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural », a conclu M. ASSI Jean-Ponce.

Outre la présence du Vice-Président du Conseil d'Administration, M. ASSI Jean-Ponce, du Directeur Exécutif, Dr ANGNI-MAN Ackah Pierre et du Directeur Exécutif Adjoint, M. ATSIN Yao Léon, la participation du FIRCA à la 5ème édition des JAAD s'est matérialisée par la récompense de deux acteurs des Filières Porcine et Mangue dont les activités sont soutenues par le fonds. Il s'agit de Mme DIAKITE Tiésséhi Lopez, éleveur de porc et de M. Seydou OUATTARA, producteur de mangue.

Comme à son habitude, le stand du FIRCA a offert à ses nombreux visiteurs, la documentation via diverses publications éditées par l'institution. En plus de ces visuels, les visiteurs ont eu l'heureuse opportunité de déguster des mets faits à base de farine de banane plantain, du pain et de la viennoiserie constituée de farines composées de maïs-blé et manioc-blé.

Ainsi, parmi les illustres personnalités venues visiter le stand du FIRCA, figure Mamadou Sangafowa COULIBALY, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, qui a pris plaisir à écouter le Directeur Exécutif Adjoint lui faire un bref rappel de la création, des actions conduites et des résultats obtenus par l'institution, dont il est lui-même un des principaux instigateurs, avant de se soumettre avec une joie manifeste, à la séance de photos pour immortaliser son passage.

Notons que le programme des JAAD 2016, comme les quatre précédentes éditions, s'est articulé autour des activités et des événements qui, en plus des volets scientifique et académique, ont un lien direct avec les différents projets exécutés et les préoccupations quotidiennes des producteurs agricoles. Les régions du haut-Sassandra et du Gôh, grandes productrices de riz, ont bénéficié, à travers la Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture (SNDR), de deux importants projets : « le projet d'aménagement hydro-agricole dans les régions du Haut-Sassandra et du Gôh » et le « projet de réhabilitation et de relance des activités rizicoles dans les régions du Tonkpi, du Guémon et du Cavally ». Ces projets ont permis la construction de sept (7) barrages dans les localités de Gagnoa, Ouragahio, Issia, Saïoua, Daloa, Boguedia, Gboguhé et Vavoua, qui permettront une production annuelle additionnelle de 8000 tonnes de riz, 1085 tonnes de légumes et 774 tonnes de poissons.

Les populations de la région de l'ouest ont reçu comme appuis directs, au cours de la cinquième édition des JAAD 2016, 33 motoculteurs, 22 batteuses vanneuses, 33 pulvérisateurs, 66 pick up, 332 kits outillage, 7 véhicules de trois tonnes chacun. Au total, c'est un investissement de plus de 59 milliards qui a été mobilisés pour ces deux (2) régions aux fins de production vivrière.



LES ACTEURS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE S'UNISSENT POUR UNE MEILLEURE PRODUCTIVITÉ DES FILIÈRES BANANE FRUIT ET PLANTAIN

Le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA), le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) et le Centre Africain de Recherches sur Bananiers et Plantains (CARBAP) ont organisé, du 17 au 18 Novembre 2016 à Abidjan, la 6ème session du conseil scientifique du CARBAP à l'intention d'acteurs des Filières Banane Dessert et Banane Plantain.



Placée sous la Présidence de la Ministre Ivoirienne de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Prof. BAKAYOKO LY RAMATA, cette 6ème session du Conseil Scientifique du CARBAP s'est voulue le creuset d'échanges d'expériences de recherche et développement en la matière, dans les pays d'Afrique Centrale et de l'Ouest.

De façon spécifique, cette 6ème session du Conseil Scientifique du CARBAP a permis (i) d'examiner et d'adopter les rapports d'activités scientifiques et techniques menés au sein du centre au cours de l'année 2016, (ii) d'examiner et d'adopter les Programmes de Travail et Budget Annuel (PTBA) pour 2017, (iii) d'identifier les thématiques aux projets de recherche & développement et les potentiels guichets de financement et (iv) d'accroître l'appropriation de « l'outil CARBAP » en République de Côte d'Ivoire.

A cet effet, les participants ont échangé sur les problématiques prioritaires des Filières Banane Dessert et Banane Plantain que sont, entre autres, la culture de la banane dans des systèmes extensifs avec des variétés traditionnelles peu productives, les maladies et les ravageurs du bananier qui affectent gravement la productivité du bananier.

Face à ces difficultés, le CARBAP, en collaboration avec ses partenaires d'Afrique de l'ouest et du centre, ont mis à profit cette session pour développer une stratégie, afin de poser les bases d'une culture intensive du bananier plantain et d'assurer la sécurité alimentaire des populations, dont les besoins sont en croissance continue.

Il faut noter qu'il existe toutefois de nombreuses actions de la recherche à poursuivre et à renforcer, notamment au niveau des itinéraires techniques de la culture en contre-saison d'hybrides performants à haut rendement (plus de 30t/ha), ainsi que des stratégies de protection de la plante.

Une exposition a permis au CARBAP de présenter aux participants une vingtaine de spécimens de banane dessert et plantain. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire, en sa qualité de Centre National de Spécialisation (CNS) sur la banane plantain, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP), a présenté les résultats obtenus sur l'ensemble de la chaîne de valeurs de la Filière Banane Plantain. A savoir les techniques de production des plants de banane plantain, les farines de banane plantain ainsi que les mets de boulangerie et de pâtisserie à base de farines de banane plantain.

Rappelons qu'en Côte d'Ivoire, la banane plantain occupe le 3ème rang des cultures vivrières après l'igname et le manioc, avec une production de 1,7 million de tonnes pour une consommation de 120kg/hbt/an. Quant à la banane dessert, le pays en a exporté 305.000 T en 2014, selon le rapport technique du FIRCA.

LES ACTEURS DU SECTEUR MONDIAL DU CACAO SE RENCONTRENT EN CÔTE D'IVOIRE

La 28ème réunion de partenariat de la Fondation Mondiale du Cacao (World Cocoa Foundation, WCF), organisée en collaboration avec le Conseil du Café-Cacao, s'est tenue du 26 au 27 octobre 2016 à Abidjan, sous le thème « Population, Planète et Economie Cacaoyère dans un monde en mutation ». Présidée par le Premier Ministre de la Côte d'Ivoire, Monsieur Daniel Kablan DUNCAN, qui avait à ses cotés, le Ministre d'Etat Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage du Congo, le Directeur Général du Conseil du Café-Cacao, Madame Massandjé TOURE-LITSE, le Président de la Fondation Mondiale du Cacao, Monsieur Richard Scobey et d'importantes personnalités du secteur du cacao mondial, cette rencontre avait pour objectif d'aborder les questions essentielles de durabilité auxquelles est confrontée la cacaoculture.



Le cacao est la principale source de revenus pour des millions de personnes en Afrique de l'Ouest et dans une grande partie de l'Amérique latine et de l'Asie du Sud-Est. C'est pourquoi, ils étaient plus de 500 producteurs et représentants au niveau mondial, du secteur du chocolat et du cacao, qui ont effectué le déplacement en Côte d'Ivoire, leader mondial du cacao, pour la 28ème réunion de partenariat de la fondation du cacao, afin d'aborder les questions pertinentes de durabilité auxquelles fait face depuis de nombreuses années, la culture du cacao.

Selon le Président de la WCF, Monsieur Richard SCOBEY, la rencontre d'Abidjan a permis de répondre à la fois aux défis persistants et aux préoccupations émergentes pour le secteur du cacao. A cet effet, a-t-il mentionné : « Nous approfondissons notre attention sur les éléments clé de l'agenda du développement durable. Nous veillons à ce que la cacaoculture constitue un moyen de subsistance durable pour les agriculteurs, en offrant aux jeunes des occasions

significatives dans le secteur du cacao et l'autonomisation des femmes qui y travaillent ».

Le Président de la WCF a cependant reconnu qu'il reste encore beaucoup à faire. « D'autres préoccupations telles que le financement de la réhabilitation des parcelles, la lutte contre la déforestation et le renforcement de la responsabilisation et la transparence, démontrent notre engagement pour faire face à de nouvelles menaces et explorer de nouvelles opportunités ». A-t-il conclu.

Si la Directrice Générale du Conseil du Café-Cacao, Madame Touré Massandjé, s'est estimée heureuse de la tenue de l'édition 2016 de la réunion de partenariat de la Fondation Mondiale de Cacao en Cote d'Ivoire, terre du cacao, elle a relevé avec beaucoup d'intérêt les attentes de son pays relativement aux réponses aux problématiques telles que la cacaoculture face au changement climatique et la déforestation, l'autonomisation des femmes pour contribuer à la

ACTUALITES

durabilité du secteur, la promotion d'une nouvelle génération de producteurs pour assurer la relève des pionniers et enfin l'amélioration du revenu tiré de la production de cacao et l'amélioration des conditions de vie et de travail des producteurs et de leurs communautés, qui lui paraissent fondamentales pour relever efficacement le défi de la durabilité.

Dans son discours d'ouverture, le Premier Ministre de la Côte d'Ivoire, Monsieur Daniel Kablan Duncan a présenté une série de mesures que la Côte d'Ivoire a prises pour encourager le développement de son industrie du cacao. A ce titre, il a indiqué que l'amélioration du climat des affaires en Côte d'Ivoire ces dernières années a véritablement contribué non seulement à la production, mais aussi à l'exportation du cacao.

Grace au Programme National de Développement (PND), l'économie du pays connaît une croissance fulgurante. Les exportations connaissent une hausse de 7%, le taux d'investissement dépasse les 20% du PIB. Il a conclu en rappelant qu'à ce jour, la Côte d'Ivoire est la première nation productrice de cacao avec plus 1.795.000 tonnes et ambitionne de traiter localement plus de la moitié de sa production d'ici à 2020 et soutenir la production du chocolat au plan national.

Venue honorer de sa présence la rencontre, parce qu'engagée dans la lutte contre les pires formes de travail des enfants, Madame Dominique OUATTARA, Première Dame de Côte

d'Ivoire, a exposé les actions menées pour l'élimination de l'exploitation et la traite des enfants. Il s'agit notamment de la sensibilisation des producteurs, l'adoption de lois pour renforcer le cadre juridique, l'organisation de séminaires de formation pour les différents acteurs de la chaîne de valeurs et la signature d'accords bilatéraux avec plusieurs pays voisins pour prévenir la traite transfrontalière. La Première Dame a en outre, salué la mise en place de la stratégie CocoaAction qui a contribué à freiner les pires formes de travail des enfants, par la réalisation de plusieurs infrastructures sociales de base.

C'est par une visite de plantations et d'infrastructures sociales à Yakassé-Attobrou, dans le département d'Adzopé, le vendredi 28 octobre 2016, que s'est achevée la 28ème réunion de partenariat de la WCF et ses partenaires. Un diner gala a également été offert par le Conseil du Café-Cacao à tous les participants, le mercredi 26 octobre 2016, dans un luxueux hôtel de la place.

Notons que c'est la deuxième fois que la réunion de partenariat de la WCF et ses partenaires se tient en terre africaine. Le Ghana a abrité la première édition l'année dernière et la seconde vient de se tenir dans notre pays. La 29ème réunion de partenariat de la WCF aura lieu en Octobre 2017, à Washington aux Etats-Unis.



LES COOPERATIVES A LA POINTE DES TICS

Le mardi 25 octobre 2016, s'est tenue dans la salle de conférence de la Coopérative des Planteurs d'Hévéa du Sud Comoé (COOPHESUDCO) à Bonoua, la remise de matériels informatiques et de logiciels de gestion à six (6) coopératives de la Filière Hévéa de la région du Sud-Comoé et de La Mé.



La cérémonie s'est tenue en présence de la représentante du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) Mme KRAMO Sylviane, du Secrétaire Général de l'Association des Professionnels du Caoutchouc Naturel de Côte d'Ivoire (APROMAC) M. ATTOBRA Akpangni, du Coordonnateur du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PSAC), M. AGNERO Amari, du Directeur du Département Cultures d'Exportation et Productions Forestières du FIRCA, Mme TRAORE Assita et du représentant de l'ANADER, M. OKOU Alla.

Cette activité s'inscrit dans le cadre du volet appui à la gestion financière et comptable des coopératives du secteur hévéicole financé conjointement par la Banque Mondiale et la Filière Hévéa, à travers le PSAC.

Le FIRCA, en sa qualité de maître d'ouvrage délégué a été choisi par l'Association des Professionnels du Caoutchouc Naturel de Côte d'Ivoire (APROMAC) pour la conduite du programme du sous-secteur hévéa de la composante 2 du PSAC, pour l'appui aux coopératives du secteur hévéicole.

Les 6 coopératives COOPHESUDCO, CIPH, SOCOPHEB, SOCOOPHECA, COOPHESA et CAHCI ont bénéficié d'un ensemble de 4 ordinateurs et 1 logiciel chacune. Ce logiciel, conçu avec le concours des coopératives, présente les caractéristiques suivantes :

- un module de gestion de la Production
- un module de gestion de la Comptabilité
- un module de gestion de la Paie
- une sauvegarde et la restauration automatique de la base de données
- un établissement de tableaux de bord.

L'utilisation du logiciel devra permettre la tenue, à temps, des

Assemblées Générales Ordinaires (AGO), par l'édition dans les délais, des bilans comptables des coopératives et améliorer ainsi la gestion quotidienne de la coopérative.

C'est donc à juste titre que le FIRCA, par la voix de Mme TRAORE Assita, Directeur du Département Cultures d'Exportation et Productions Forestières, a mis l'accent sur la professionnalisation des coopératives de la Filière Hévéa qui s'inscrit au nombre des objectifs du FIRCA dans les domaines de la recherche appliquée, du conseil agricole, du renforcement des capacités des OPA et de la formation aux métiers aux producteurs.

Ce don, financé par le PSAC est une preuve supplémentaire de l'important travail effectué par ce projet sur le terrain et répond aux besoins identifiés par l'APROMAC et le FIRCA en renforcement des capacités en matière d'outils, d'équipements informatiques et de logiciels. Il permettra aux coopératives de mieux gérer leur production, de rendre plus aisée leur comptabilité, de sortir leurs bilans et d'améliorer leur gouvernance, a expliqué M. AGNERO Amari, Coordonnateur du PSAC.

Heureux de la réception de ces matériels et logiciels, Monsieur KADIO Emmanuel, Président de la coopérative COOPHESUDCO COOP CA, au nom de toutes les coopératives bénéficiaires, a manifesté sa reconnaissance aux donateurs. Signifiant que c'est la première fois que leurs coopératives bénéficient de ces outils, il a salué l'arrivée de ces équipements, qui leur permettront de faire progresser les activités de leurs sociétés coopératives.

A la fin de la cérémonie de sages conseils relatifs à la pérennisation du matériel ont été adressés à l'endroit des 6 coopératives bénéficiaires, par la représentante du MINADER.

LA NOUVELLE TECHNOLOGIE DE L'ÉTUVAGE DE RIZ REDONNE LE SOURIRE AUX FEMMES DE LA LOCALITÉ D'ABONGOUA (BONGOUANOU, CÔTE D'IVOIRE)



Le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP) a introduit ces dernières années en Côte d'Ivoire la technique de l'étuvage professionnel de riz pour résoudre les contraintes observées au niveau de l'étuvage traditionnel à savoir : les grains brûlés et le fort taux de brisure estimé à environ 20%. Cette technique importée de la Guinée-Conakry contribue à améliorer le rendement et les conditions de vie des productrices de plus de 50%.



En général, les femmes utilisent des moyens rudimentaires pour produire le riz étuvé, qui se résument à faire cuire à la vapeur, le riz paddy dans des marmites ou des fûts métalliques avec une grande quantité de bois de chauffe.

Une pratique qui affectait l'état de santé de ces femmes (problèmes respiratoires causés par l'inhalation régulière de la fumée de bois, accidents allant souvent jusqu'à la perte en vie

humaine causée par les brûlures à l'eau chaude ou à la vapeur lors de leurs activités. A ces difficultés s'ajoute la mauvaise qualité du riz qui impactait négativement sur le revenu des transformatrices.

Cette situation évolue, avec l'avènement de la nouvelle technologie du PPAAO/WAAPP, qui contribue aisément à amé-

liorer leurs rendements agricoles et les conditions de vie des transformatrices.

Cette technologie permet de produire du riz étuvé de meilleure qualité. Pour y arriver, les femmes passent par un processus bien établi : récolte, battage, vannage, lavage du riz pour en retirer les cailloux ou autres résidus, et cuisson à la vapeur dans l'étuveuse. Une seconde phase consiste à faire sécher le riz une fois sorti de l'étuveuse. Puis s'ensuit le décorticage, qui marque la fin du processus de l'étuvage.

Les femmes de la Coopérative des productrices de riz d'Abongoua (COPRORI) dans le département de Bongouanou, ville située dans l'Est de la Côte d'Ivoire, bénéficient de cette nouvelle technologie introduite par le WAAPP.

Celle-ci a d'ailleurs contribué à réduire considérablement la pénibilité du travail des femmes de la COPRORI qui ne sont plus en contact direct avec l'eau bouillante. Le temps de cuisson du riz paddy est désormais réduit de 7 à 2 jours, ce qui induit un gain dans le temps de production et dans l'utilisation du bois de chauffe. Madame Oulai Hortence, productrice de riz, atteste : *« par le passé nous le faisons de façon traditionnelle, la vapeur qui se dégageait des marmites nous épuisait et ça nous prenait une semaine. Avec la nouvelle technologie nous le faisons sur le champ ».*

Cette technologie de l'étuvage permet aux femmes d'Abongoua d'obtenir du riz de meilleure qualité. En effet, par le passé rappelle ces dames " le riz se brisait, contenait des cailloux et beaucoup de grain noir " ce qui reste désormais un souvenir lointain. " Plus de grains brûlés ", avec une réduction drastique du taux de brisure et un meilleur arôme du riz produit affirme, sourire aux lèvres, Sangaré Mariam, Présidente des femmes de cette coopérative de riz.

« Avant, le travail était pénible, lorsqu'on produisait le riz, à force de le mettre plusieurs jours au feu, il dégageait une odeur qui ne nous donnait pas l'envie de le consommer et le goût était altéré. Aujourd'hui, lorsque nous allons décortiquer le riz, c'est avec beaucoup de joie, car l'arôme qui s'en dégage aiguise notre appétit.»

La technologie de l'étuvage assure à ces dames, des gains aussi bien en temps qu'en numéraires. Si elles parvenaient à peine à faire étuver dix sacs de 100kg par jour, désormais elles réussissent aisément à faire étuver entre vingt et trente sacs de 100kg, révèle Sangaré Mariam.

Au terme du processus de production, le coût du kilogramme de riz étuvé vendu jadis à 175f voir 200f est actuellement passé à 300 f le Kg. Leur bénéfice se perçoit à travers sourire aux lèvres qu'affichent malicieusement ces dames. Madame Sangaré la Présidente de la coopérative l'atteste « je ne tends plus la main pour acheter mes médicaments et je ne suis plus anxieuse quant aux sommes à payer lors des travaux champêtres ». Quant à dame Hortense son cas est émouvant. Femme de pasteur, elle est arrivée à Abongoua en provenance d'Abidjan sans revenu. Heureusement s'exclame-t-elle, il y avait cette coopérative et cette techno-

logie, deux facteurs, qui m'ont précipité dans la production de riz en dépit de moyens très modestes au départ. Bénéficiaire de la technologie, elle s'est investie sur un hectare pour sa première année. Initiative payante pour elle ; son époux étant sans revenu stable, c'est elle qui s'occupe de la famille notamment de la scolarisation de ses deux enfants. L'ainé, est en classe de terminale.

Toutefois, ces femmes sont confrontées à certaines difficultés telles que l'insuffisance de périmètres rizicoles aménagés, ce qui les expose aux aléas climatiques. Autre difficulté que rencontrent ces femmes, le coût élevé de la mise en valeur des champs de riz. En effet, le coût de l'investissement pour un hectare de riz cultivé avoisine six cent mille FCFA (600 000 CFA, révèle Hortense Oulai.

Dans un souvenir lointain, les femmes de la COPRORI, avaient des difficultés à écouler leur production. Aujourd'hui, avec la nouvelle technologie, elles réussissent à commercialiser toute leur production dont l'essentiel des clients réside à Abidjan, capitale économique située à 200 Km environ de la localité d'Abongoua et à Korhogo ville située dans le nord du pays.

Créée en 2013, la coopérative que dirige dame Sangaré Mariam compte à ce jour 1450 membres, un nombre qui s'est accru suite à l'utilisation de la technologie de l'étuvage de riz. En outre, grâce aux revenus engrangés, ces femmes envisagent d'agrandir leur activité par la multiplication des surfaces cultivables et l'acquisition de nouvelles étuveuses.

Le PPAO/WAAPP Côte d'Ivoire a importé de la Guinée Conakry, 10 équipements améliorés d'étuvage et assuré la formation de plusieurs artisans qui ont pu confectionner environs une centaine d'étuveuses professionnelles. Aujourd'hui, ce sont environ 400 femmes des localités d'Arrah, de Bouaké, de Sinfra, de Séguéla, de Daloa, de Man, de Divo, de Gagnoa et de Yamoussoukro qui utilisent ces étuveuses pour leurs activités quotidiennes.

Notons que le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) vise à assurer la sécurité alimentaire dans les 13 pays de la CEDEAO, impliqués dans la mise en œuvre de ce programme.





QUE FAIRE SI VOUS AVEZ UN COMPTE SUR UN SITE VICTIME DE PIRATAGE ?

Il arrive de plus en plus fréquemment que des pirates informatiques (Hacker black hate) réussissent à dérober les informations personnelles des utilisateurs de sites d'envergure en profitant d'une faille de sécurité sur ce dernier.

Que faire si vous faites partie de ces utilisateurs touchés? Voici ce que nous vous suggérons, afin de limiter les conséquences, mais aussi les prévenir :

1. Modifier votre mot de passe

Le premier réflexe à avoir lorsqu'une telle situation survient, c'est de modifier dès que vous le pouvez le mot de passe du compte en question.

De cette façon, le mot de passe sur lequel les pirates ont mis la main ne sera plus valide et donc plus utile.

2. Choisir un mot de passe sécuritaire

Lorsque l'infiltration, touche la base de données d'un site entier qui est infiltré, il est difficile, voire impossible, d'échapper aux malfaiteurs, mais dans un contexte général, un compte doté d'un mot de passe sécuritaire fera de vous une cible beaucoup moins facile.

Oubliez les mots courts composés uniquement de lettres minuscules et sortez l'artillerie lourde, afin de composer un mot de passe des plus sécuritaires.

3. Ayez un mot de passe unique pour chaque compte



Malheureusement peu de gens le font, mais l'idéal est d'avoir un mot de passe différent pour chacun de vos comptes (Facebook, courriel, etc.).

Ainsi, si l'un de vos comptes se voit piraté, vous aurez seulement à gérer la possible exposition des données que celui-ci

contient. Vos données ne seront donc pas doublement, voire triplement, exposées!

Si vous utilisez le même code secret pour plus d'un compte, prenez un petit temps pour le modifier partout.

Et envisagez l'emploi de ces logiciels d'archivages de mots de passe: ils pourraient vous être utiles si vous craignez d'oublier l'un de vos 5 mots de passe!

4. Limitez les informations sensibles

Prévenez les catastrophes en réduisant au minimum la quantité d'informations confidentielles que vous stockez sur les différents sites et plateformes Web.

Photos osées ou personnelles, numéros bancaires, documents confidentiels: moins vous en direz sur vous, moins il vous dérangera d'apprendre qu'un piratage est survenu.

Les champs demandant votre numéro de téléphone ou votre date de naissance sont-ils dotés d'un astérisque stipulant qu'ils sont obligatoires?

Ne remplissez que les champs obligatoires et, si vous désirez demeurer anonyme, utilisez une adresse courriel ou un pseudo différents de ceux que vous utilisez normalement.

Plusieurs sont ceux qui prennent aussi le temps de revenir sur un site sur lequel ils ont fait un achat (après avoir reçu ledit achat) afin de retirer de leur profil le numéro de leur carte de crédit.

Il peut en effet être très astucieux de supprimer une information sensible d'un site dès qu'elle n'est plus nécessaire.

Vous êtes un ancien utilisateur du site piraté ?

Vous croyez être épargné par le piratage, car vous avez supprimé votre compte sur le site en question il y a de cela quelques jours, semaines, mois, années?

Pas si vite...

Sachez que, parfois, la suppression d'un compte signifie plutôt qu'il est désactivé.

Bref, il peut arriver, malheureusement, que vos données demeurent dans les banques de données du système du site. D'où l'importance de supprimer le plus possible les informations qu'il contient avant de le supprimer/désactiver.

Restez connecté

www.firca.ci



Investir pour le futur, Anticiper, Innover,



L'instrument de financement pérenne des filières agricoles en Côte d'Ivoire



Investir pour le futur, Anticiper, Innover

Cocody II Plateaux, 7^e tranche | 01 B.P. 3726 Abidjan 01
Site web : www.firca.ci | Email : firca@firca.ci
Tel. : 22 52 81 81 | Fax : 22 52 81 87